

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ACTIONNARIAT OUVRIER

LA LOI DU 26 AVRIL 1917

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 23 janvier 1922, à 3 h. 1/2

PAR

Robert LAMY

Président : M. RIST, Professeur

Suffragants { *MM. TRUCHY, Professeur*
HITIER, Professeur



PARIS

JOUVE ET C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1922

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ACTIONNARIAT OUVRIER

LA LOI DU 26 AVRIL 1917

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 23 janvier 1922, à 3 h. 1/2

PAR

Robert LAMY

Président : M. RIST, Professeur

Suffragants { *MM. TRUCHY, Professeur*
HITIER, Professeur



PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1922

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVANT-PROPOS

*Tu gagneras ton pain à la sueur
de ton front.*

Depuis des milliers d'années, les hommes, les yeux tournés vers le Paradis perdu, dont ils ne désespèrent pas encore de forcer à nouveau l'entrée, semblent des condamnés qu'une implacable fatalité contraint à un labeur épuisant pour ne pas mourir de faim.

Le moment n'est-il pas venu de réhabiliter le travail?

Sous le ciel de l'Orient, où l'ardeur du soleil rend tout effort pénible, parmi les bergers contemplatifs des étoiles, le travail a pu apparaître comme une punition divine.

Dans nos climats, pour la race blanche qui sert de guide à l'humanité, il est bon de mettre le travail à son rang et de dire qu'il est la plus utile et la plus haute manifestation de l'activité humaine.

L'oisif n'a plus sa place dans la Société moderne. Des fils de famille, des riches comprennent la beauté de l'effort et, même lorsqu'ils dédaignent le profit, c'est dans les sports qu'ils dépensent leur énergie.

L'énergie, en mécanique, crée la force.

En économie politique, elle crée la richesse ; mais elle est le lot d'une élite.

Cela paraît paradoxal, mais le travailleur, celui à qui incombent les tâches les plus rudes, ne sera pas le plus énergique. Il est fort pour accomplir une besogne à laquelle son tempérament, la vigueur de ses muscles l'auront préparé, mais il est sans force pour résister à ses passions, pour organiser sa vie, pour épargner, de façon à s'assurer la sécurité du lendemain.

Privé de ses éléments les plus actifs, qui s'élèvent à la bourgeoisie, recueillant, au contraire, les vaincus de la vie, le prolétariat apparaît, jusqu'à ces derniers temps, comme une masse inerte qui ne prendra vie qu'à l'aide d'un ferment étranger : le Capital.

La tendance à en faire le moins possible, la « loi du moindre effort » est un axiôme trop répandu dans la classe ouvrière. L'ouvrier devrait, au contraire, se convaincre que : le temps perdu, c'est de la richesse gaspillée, qu'il doit fournir le maximum de son effort pour que la collectivité en profite et pour diminuer ainsi le coût de la vie.

Il donne comme excuse qu'il serait dupe en produisant beaucoup, puisque le fruit de son travail ne lui profitera pas. Triste prétexte pour excuser les défaillances de la paresse ! Est-ce que ce vice ne tue pas dans l'œuf les tentatives de coopératives de pro-

duction ? Est-ce que, sauf quelques exceptions, justifiées précisément par ce fait que leurs adhérents constituent une élite consciente de ses devoirs envers l'association, nous ne voyons pas ces entreprises avorter, parce que personne ne veut travailler pour le voisin.

Si, abandonné à lui-même, l'ouvrier ne dépense pas, pour l'accomplissement de sa tâche, toute l'énergie nécessaire, son effort maximum va lui être réclamé dans l'organisation capitaliste, dont les dirigeants sauront tirer le meilleur parti, avec l'aide du machinisme, et dont ils recueilleront le fruit, sous la forme de richesses qui s'accumuleront entre leurs mains.

Cela est-il légitime ?

Il le semble à ceux qui en profitent et, à l'origine de l'humanité, celui qui, le premier, a fabriqué une bêche permettant à l'homme de défricher le sol et de créer ainsi de la richesse, a dû trouver tout naturel de réclamer une portion de cette richesse pour prix de son ingéniosité.

Il n'en est pas moins vrai que l'accumulation des richesses apparaît choquante au travailleur, qui se croit lésé dans leur répartition, puisqu'il les a produites.

Il n'est pas niable que cela crée un malaise, qui va s'aggravant de jour en jour, depuis surtout que le prolétaire, admis théoriquement à l'égalité des droits politiques, se rend compte que, dans la vie écono-

mique du pays, cette égalité est loin d'être réalisée.

Il est donc facile de comprendre que toutes les excitations qui s'adressent aux travailleurs contre ceux qui « s'engraissent de la sueur du peuple » seront écoutées avec faveur.

Abolir le Capital! Formule magique qui fera régner l'âge d'or sur la terre! Mais combien décevante! Le Capital, c'est la représentation de la richesse acquise et personne n'est assez insensé pour soutenir que la destruction d'un bien puisse profiter à qui que ce soit.

Mais, tout au moins, ne peut-on prétendre que la socialisation des moyens de production, en faisant bénéficier la collectivité des richesses que se partagent quelques privilégiés, serait un progrès pour l'humanité?

L'expérience qui se poursuit en Russie ne semble guère encourageante. Ses défenseurs invoquent les circonstances exceptionnelles qui en faussent l'application : la guerre civile et étrangère, le blocus, mais il apparaît que la véritable cause de son échec est que les théoriciens qui ont voulu faire passer dans la réalité leurs vues abstraites n'ont pas tenu compte de ce facteur : l'égoïsme de l'homme. L'homme n'est guidé que par la satisfaction de ses aspirations. Les actions les plus désintéressées, les plus altruistes en apparence se rapportent toujours au besoin qu'il éprouve de se juger un être supérieur au reste de l'humanité et

il le prouve jusqu'au sacrifice de sa vie, mais le plus souvent ce sont ses appétits immédiats qu'il vise à satisfaire. Faites comprendre au moujik russe qu'il doit tendre de toutes ses forces à créer de la richesse pour la collectivité, qui la répartira ensuite entre tous, selon les besoins de chacun, ce jour-là vous aurez réalisé la société collectiviste, mais il paraît bien réfractaire à une telle conception et l'expérience acquise en France ne nous permet pas de penser qu'une société fondée sur les mêmes principes serait viable.

Ce vice du moindre effort paralyse les entreprises de l'Etat. Que l'on compare le rendement des arsenaux et celui des chantiers de l'industrie privée et l'on sera édifié.

Est-ce à dire qu'il faille condamner de parti pris toute tentative d'exploitation collective ? Ce serait faire preuve de conceptions bien rétrogrades.

Certes ! l'Etatisme dont nous voyons les fruits dans l'Administration n'est pas encourageant, avec sa peur des responsabilités, sa paperasserie exagérément développée, ses interventions de politiciens. Toutefois, il serait injuste de méconnaître que le fonctionnaire est, dans sa très grande majorité, consciencieux et qu'il fournit, pour un salaire minime, un travail important. Du jour où la décentralisation lui rendrait plus d'indépendance, on peut augurer une sensible amélioration.

Partout où le travailleur est conscient de son

devoir et l'accomplit sans défaillance, les résultats sont encourageants. L'administration des P. T. T., malgré quelques critiques qui sont bien dans le caractère français, nous donnerait satisfaction si elle était autonome et si elle n'était pas entravée, chaque année, par le vote de crédits insuffisants et découragée par les avancements dus au seul favoritisme.

Rien ne s'oppose donc théoriquement à une organisation nouvelle de la Société, alors surtout qu'à l'Etatisme, inséparable des fonctionnaires, on propose de substituer la nationalisation de certains services publics, avec le concours du personnel et des contribuables, intéressés comme usagers à leur bonne marche.

Faut-il aller plus vite et envisager, dès maintenant, la nationalisation générale, l'expropriation de la fortune individuelle?

La rémunération du travail dans le commerce ou l'industrie est fonction du rendement obtenu. Un article laisse 0 fr. 10 de bénéfice net. S'il est vendu à 100.000 exemplaires, le profit sera de 10.000 francs pour l'exploitant, mais s'il est vendu à 100.000.000 d'exemplaires, le produit sera de 10.000.000 francs, et ce profit sera évidemment hors de proportion avec la dépense d'activité de l'exploitant.

Un fonctionnaire, un professeur est rétribué selon son mérite, l'importance du rôle social qui lui est

dévolu ; l'industriel, le commerçant recevront une rémunération disproportionnée à leur mérite par cela seul que l'affaire qu'ils exploitent aura pris une extension due à la vogue d'un article, aux efforts du personnel, au nombre des travailleurs qu'ils emploient.

Pour légitimer ces profits, on invoque les risques inhérents à ces sortes d'affaires. Combien, en effet, d'industries ont périclité, à côté de celles qui ont réussi ? Combien de lignes de chemin de fer, de tramways sont restées improductives ? Finalement, mettant en parallèle les gains et les pertes, ne doit-on pas balancer les recettes du Suez avec le désastre du Panama ?

L'argument a sa valeur. S'il n'y avait pas l'espoir du gain, bien des entreprises, comme celles de recherches minières, ne verraient jamais le jour, car des fonctionnaires prudents ne se risqueraient pas à être blâmés pour avoir fait une mauvaise opération. Mais finalement il n'est pas impossible que l'intérêt général entre en jeu et l'achèvement du Canal de Panama comme entreprise d'Etat prouve qu'une collectivité pouvait parfaitement la mener à bonne fin.

Il n'en est pas moins vrai que cette nationalisation dont rêvent certains serait, dans l'état actuel de la Société, une expérience bien dangereuse. Si le capital reçoit une rémunération excessive, il appar-

tient aux bénéficiaires de consentir les sacrifices nécessaires. Les travailleurs de leur côté devront s'efforcer d'être des collaborateurs loyaux d'une entreprise dont ils seront appelés à retirer des profits légitimes.

L'ACTIONNARIAT OUVRIER

LA LOI DU 26 AVRIL 1917

CHAPITRE PREMIER

Conciliation des intérêts opposés du capital et du travail

« Sous le régime féodal, écrit Karl Marx, dans *Le Capital*, le pouvoir politique appartenait à celui
« qui possédait la terre ; sous le régime capitaliste, le
« pouvoir de commandement dans l'industrie appar-
« tient à celui qui possède le capital ».

« L'Esclave qui travaillait pour le maître obéis-
« sait aux ordres du maître ; le serf qui exécutait la
« corvée pour le seigneur subissait la loi du sei-
« gneur ; le prolétaire qui produit de la plus value
« pour l'entrepreneur capitaliste subit à l'usine la
« loi de l'entrepreneur capitaliste. Comme l'exploit-
« ation, qui d'un régime à l'autre s'est transformée,

« mais s'est maintenue, la servitude d'un régime à
« l'autre s'est modifiée, mais a persisté. »

Les ouvriers, au début du xix^e siècle, au moment où commencèrent à se fonder les grandes entreprises capitalistes, ont tout d'abord subi cette contrainte sans protester, puis, peu à peu, les vices du système leur sont apparus et leur est venu le désir, sinon d'en changer, du moins d'y apporter des modifications profondes. Les protestations espacées d'abord se sont répétées, se sont faites plus vives. Les masses se sont davantage senti les coudes, ont reconnu la nécessité de s'allier pour la défense de leurs intérêts. D'où la naissance des syndicats et l'entrée en lutte sourde, puis ouverte, avec les détenteurs du Capital. Le conflit est devenu plus particulièrement aigu depuis ces dernières années, avec l'accroissement prodigieux des sociétés anonymes, où se révèle d'une façon plus intense que partout ailleurs l'étroite subordination du travailleur.

« Dans la Société anonyme, dit M. Edgard Mil-
« haud (1), deux collectivités se font vis-à-vis, l'une
« qui travaille et ne possède pas et l'autre qui pos-
« sède et ne travaille pas et les dividendes encaissés
« périodiquement et à perpétuité par la seconde
« sont de toute évidence le fruit d'un prélèvement
« perpétuel opéré sur le produit du travail de la pre-
« mière. »

1. Edgard Milhaud, *La Marche au Socialisme*, p. 77.

Faisant la part de l'exagération manifeste d'un tel parallèle, on n'en est pas moins conduit à s'apercevoir qu'entre le patron et l'ouvrier existe une tension de rapports de plus en plus grande, motivée par de trop grandes inégalités de traitement.

Est-ce à dire pour cela que la formule du « laisser faire, laisser passer » doive trouver ici sa place ? Ce serait là une erreur grave, sinon une faute. Avec un tel programme on aboutirait fatalement à des heurts inévitables.

A vrai dire, les intérêts des deux partis en présence semblent à première vue inconciliables.

Les capitalistes d'un côté, fêrus de leurs prérogatives, installés dans leur tour d'ivoire, pensent que le régime actuel du salariat est parfait, parce qu'ils y recueillent des bénéfices énormes et ne veulent concéder aucuns de leurs privilèges. L'exemple de la fameuse nuit du 4 août ne leur a pas désillé les yeux. Ne voit-on pas la Chambre de Commerce de Paris, à la suite de la proposition de loi de M. Chéron sur les Sociétés anonymes à participation ouvrière, condamner le système proposé, après avoir reconnu toutefois elle-même que « la participation à « la gestion des grands intérêts économiques élève-
« verait le travailleur et serait l'étape décisive de la
« collaboration intime de tous les éléments de la
« production pour la pacification du monde du tra-
« vail et le développement de l'industrie nationale ».

Plus récemment encore, MM. Emmanuel Brousse, Battle et Manaut ayant présenté une proposition de loi (annexée au procès-verbal de la Séance du 20 janvier 1920 à la Chambre des Députés), consistant à obliger « toute personne, ou toute société passible
« de la contribution des patentes ou se livrant direc-
« tement ou comme intermédiaire à une exploitation
« commerciale quelconque, à prélever un minimum
« de 15 0/0 sur ses bénéfices nets pour en assurer la
« répartition des deux tiers à ses salariés et le ver-
« sement du tiers à une caisse syndicale régionale
« chargée de la répartir entre les salariés de même
« profession dans la région », la Chambre de Commerce de Paris, « considérant que l'obligation à la
« participation, sous quelque forme que ce soit, est
« viciée par la nécessité de la participation à la ges-
« tion qui en est la conséquence néfaste » n'a pas
hésité à émettre le vœu que soit repoussée toute proposition de loi ayant pour but une participation obligatoire des salariés aux bénéfices et pour effet leur participation à la gestion (1).

De l'autre côté de la barricade se trouvent les travailleurs, les prolétaires, selon un mot qui leur est cher, parce qu'il caractérise à merveille, selon eux, leur état de sujétion.

1. Rapport présenté au nom de la Commission de Législation commerciale et industrielle par M. André Baudet, adopté et converti en délibération par la Chambre de Commerce de Paris dans sa séance du 9 juin 1920.

L'ignorance économique de la classe ouvrière est un fait avéré. L'organisation actuelle de la grande industrie est telle que peu à peu l'ouvrier se détache de l'usine où il travaille, ne prend aucun intérêt à son ouvrage. Il constate qu'il est dans un état d'infériorité et son mécontentement de cet état de choses grandit rapidement. Sa mauvaise humeur s'exhale au dehors en mouvements fébriles. Son imagination se monte, excitée au surplus par des agitateurs politiques. Qu'arrive-t-il alors ? Les ouvriers se considèrent comme des exploités. Ils ne voient de remède à leur sort que dans la suppression du régime capitaliste, au besoin par la violence et poursuivent leur but : la socialisation, s'étendant graduellement à toutes les branches de production et d'échange.

Le régime capitaliste de la grande industrie voit ainsi se creuser de plus en plus profondément le fossé qui sépare le patron de l'ouvrier. Un antagonisme violent existe entre les facteurs de la production. La détermination de la part de chacun d'eux ayant paru à beaucoup chose impossible, de là naissent les conflits ; travailleurs et capitalistes sont deux ennemis face à face, qui cherchent à se nuire réciproquement, les uns demandant des augmentations successives de salaires, alors que les autres cherchent à les diminuer ; pour accroître leurs dividendes. Ils devraient pourtant comprendre qu'ils ont un intérêt

commun à la prospérité de l'entreprise, puisque chacun doit y trouver son profit, mais la cause du désaccord est le régime appliqué : le salariat.

C'est l'avis de M. Georges Perkins, l'un des directeurs du trust de l'acier aux Etats-Unis.

« L'union du Capital et du Travail, dit-il, ne peut
« être réalisée par le paiement d'un salaire. Les
« immenses progrès de l'instruction des masses réa-
« lisés dans un quart de siècle en Amérique, le déve-
« loppement de la pensée individuelle ont amené ce
« résultat qu'aujourd'hui, entre le Capital et le Tra-
« vail, la question n'est plus tant de savoir le taux
« du salaire que l'ouvrier recevra, que si ce salaire
« est en proportion équitable avec les bénéfices de
« l'affaire. »

Au fur et à mesure que l'instruction et l'éducation des masses se développent apparaît la nécessité d'une transformation sociale.

M. Spinetta, ingénieur, ancien directeur de la Verrierie ouvrière d'Albi, dans un article paru récemment, s'exprime ainsi :

« Pour l'heure, capitalistes et travailleurs manuels
« et intellectuels ont des âmes qui s'ignorent ; ils
« sont exaspérés par leurs intérêts, leurs passions et
« leurs luttes ; leur jugement est erroné, leur raison
« obscurcie par la fumée de la bataille. Pour le
« patron, l'ouvrier sera toujours incapable de con-

« duire des affaires ; il faut le tenir serré, très serré,
« se faire craindre ; tout est là. Quant à se faire aimer
« et respecter, le patron n'y songe pas, son égoïsme est
« sans bornes, la richesse est son culte. Ne lui par-
« lez pas des dangers d'un abaissement de la
« moralité, il s'en moque, il n'a ni idéal moral, ni
« intellectuel. Pour lui, la perfection est atteinte en
« toutes choses, en politique, en économie, en reli-
« gion, en morale. Satisfait, heureux, il ne pense
« qu'à refouler et à combattre tous les appels des
« autres hommes à une forme nouvelle.

« Le travailleur, lui, ne voit dans le financier, le
« capitaliste, qu'un homme sans cœur, inhumain,
« un être de proie. Il voit partout des ennemis ; selon
« lui, le travailleur intellectuel lui-même n'est qu'un
« oisif ; ses travaux de laboratoire sont inutiles ; vi-
« vant au jour le jour, sans esprit de prévoyance, il
« ne songe point aux révolutions économiques qui
« peuvent sortir des recherches et des découvertes.
« Enfin, le travailleur intellectuel, manquant presque
« toujours d'enseignement professionnel, ignorant
« parfois tout du métier exercé par les hommes qu'il
« commande, croit que rien n'est supérieur à ses
« connaissances abstraites. Ne lui parlez pas de la
« pratique des êtres et des choses. Balivernes que
« tout cela ! Vous ne lui ferez jamais croire qu'il
« faut parfois déployer plus d'initiative et d'intelli-
« gence pour exercer consciencieusement son métier

« de simple ouvrier, que pour répéter par cœur des
« choses apprises dans des livres.

« On le voit, les collaborateurs de la même œuvre
« s'ignorent pour leur malheur commun (1). »

Est-il possible de rendre d'une manière plus saisissante la rivalité latente qui existe entre le capital et le travail ? Mais doit-il en résulter un conflit violent ? En 1910, au moment de la discussion sur les retraites ouvrières, M. Ribot disait au Sénat : « On
« cherche, et c'est difficile, le moyen d'associer plus
« intimement le Capital et le Travail, et de donner
« aux ouvriers le sentiment des difficultés d'une
« administration et de la nécessité pour eux de ne
« pas lui créer trop d'embarras et de se prêter à une
« collaboration sincère. Ce ne sont pas là des utopies et des chimères. Si nous ne faisons rien en ce
« sens, nous allons, il faut le dire, à des conflits inévitables. »

Ne peut-on songer à rapprocher ces deux tendances opposées et qui paraissent irréductibles ? Ne peut-on espérer que, dans l'avenir, par la compréhension plus nette de leurs intérêts respectifs, patrons et ouvriers verront s'atténuer les conflits qui les divisent, finiront même par marcher la main dans la main et d'ennemis qu'ils sont aujourd'hui, deviendront des associés concourant ensemble à un but

1. *Information ouvrière et sociale*, 5 août 1920.

commun et ce pour le plus grand bonheur de l'humanité?

Certains ont pensé que c'était là chose possible et c'est le résultat de leurs efforts en ce sens, que nous allons étudier maintenant.

CHAPITRE II

La participation aux bénéfices

Il y a plus de soixante-dix ans que des esprits imbus d'un généreux idéalisme ont songé à concilier les intérêts opposés du Capital et du Travail, et à réaliser ce qu'un écrivain socialiste contemporain appelle « la démocratisation du régime du travail ».

Tout d'abord, ne disons qu'un mot des sociétés coopératives qui ne sont pas à proprement parler une conciliation entre le Capital et le Travail, puisque ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont le Capital et que l'antagonisme n'existe plus entre le Capitaliste et le Salarié, l'un et l'autre étant supprimés par « confusion ». On peut citer toutefois comme exemple typique le cas du familistère de Guise.

La maison F. B. Godin, manufacture d'appareils de chauffage, de cuisine et d'ameublement est devenue la maison Duquenne et Cie. Elle s'intitule aujourd'hui la maison Collin et Cie. Au 30 juin 1913

(date du dernier inventaire clôturé) le chiffre net d'affaires s'est élevé à 9.500.052 francs pour les deux usines de Bruxelles et de Guise. Aujourd'hui malgré les ruines immenses accumulées par la guerre et la destruction de tout le matériel et l'outillage, la production égale presque la moitié de celle de 1914.

La première tentative intéressante de participation aux bénéfices eut lieu en 1842. Un petit entrepreneur de peinture : Leclaire eut l'idée de faire participer l'ouvrier aux bénéfices. La maison Leclaire est devenue, à la mort de son fondateur, la maison Redoudy et Cie, entreprise de peinture, vitrerie et miroiterie rue Saint-Georges à Paris, et est actuellement la maison Brugnot, Laurent et Cie 25, rue Bleue à Paris.

Une excellente définition de la participation aux bénéfices a été donnée par M. Charles Robert :

« Elle est, dit-il, une libre convention, expresse
« ou tacite suivant les cas, par laquelle un patron
« donne à un ouvrier, en sus du salaire normal, une
« part dans les bénéfices, sans participation aux
« pertes. En modifiant le contrat de travail par l'ad-
« jonction au salaire fixe d'un élément éventuel, elle
« fournit le moyen, quand elle est organisée dans un
« esprit d'équité, de rendre la rémunération du tra-
« vail proportionnelle autant que possible au con-
« cours donné et aux risques subis par les facteurs de
« la production. »

Depuis l'essai bien connu que je citais plus haut, des modes divers de participation ont été institués.

Dans beaucoup de maisons, on distribue des gratifications après inventaire au personnel employé, selon les bénéfices de l'année, sans règle fixe, d'après un pourcentage inconnu des employés. Dans certaines sociétés anonymes, un article des statuts prévoit une distribution de bénéfices au personnel. Le Conseil d'administration en est chargé. Toutefois, la somme prévue n'est mise à sa disposition qu'après la réserve légale, un dividende minimum aux actionnaires, et la part des administrateurs. Ici encore la fantaisie la plus entière règle la répartition.

D'autres maisons intéressent le personnel à la production ; les combinaisons les plus variées entrent en ligne.

D'autres prévoient une répartition des bénéfices découlant directement des écritures avant l'intervention des éléments d'appréciation qui déterminent le bilan (amortissements, réserves, frais généraux, etc.).

Enfin certains pratiquent une participation aux bénéfices qui n'en a que le nom et qui consiste en une prime accordée pour les économies réalisées sur l'emploi des matières premières ou de combustible.

On le voit, bien des systèmes divers de participation aux bénéfices sont en vigueur. Ce qui les caractérise tous, c'est le fait que la plus grande irrégularité règne dans la répartition.

Le patron est seul maître d'apprécier dans quelle mesure elle doit être faite. Tous les ouvriers indistinctement n'y ont pas droit, ce qui crée dans le personnel deux classes de travailleurs, ceux qui participent aux bénéfices et ceux qui n'y participent pas. D'où un antagonisme réel. Enfin aucun droit de contrôle sérieux n'est organisé. Dans la séance de la Chambre des Députés du 15 décembre 1918 ; M. Albert Thomas s'exprimait ainsi : « J'ai entendu
« invoquer à plusieurs reprises dans cette Chambre,
« l'idée de participation aux bénéfices. Mais, pour
« l'Etat, comme pour la classe ouvrière, devant
« laquelle on a fait miroiter si souvent cet espoir,
« redoutez de discréditer un jour l'idée féconde de la
« participation aux bénéfices, si vous n'introduisez
« pas un contrôle effectif... Il n'y a pas de partici-
« pation aux bénéfices effective sans contrôle, et si
« aujourd'hui dans le monde ouvrier, cette idée n'a
« plus aucune popularité, c'est précisément parce
« que, en dépit de tel ou tel contrôle extérieur, il n'y
« a pas eu ce contrôle intime, profond qui est la
« participation à l'administration... (1) »

Le principe toutefois était excellent. M. Deloncle le constatait en 1904 dans un de ses rapports :

« Ce qui ne saurait subsister, disait-il, c'est le
« traitement fait à l'ouvrier dans les conditions nou-

1. *Journal officiel*, 13 décembre 1918. Débats parlementaires, n° 3366.

« velles de la production. Que l'établissement dans
« lequel il est employé soit la propriété d'un patron
« ou de capitalistes anonymes, la situation de l'ou-
« vrier est la même ; il reçoit un salaire fixe compris
« dans les frais généraux de la maison, comme les
« dépenses de fonctionnement des machines. De
« celles-ci même on a plus de souci ; on les sur-
« veille, on les ménage, on s'occupe de les amortir.
« L'outillage humain paraît moins précieux ; il peut
« être surmené, usé avant le temps, son amortisse-
« ment ne coûte rien à qui l'emploie. La Société
« seule perd une partie de ses forces productives à
« une pareille manière d'agir, et le travailleur manuel
« a pour perspective la misère, après une existence
« de labeur fructueux pour d'autres que pour lui. Le
« salaire est l'unique bien qui l'attache à l'entreprise.
« Si elle périclité, il s'en ressent plus que quiconque,
« car c'est pour lui le chômage avec ses terribles
« conséquences ; si elle prospère, il n'a aucune part
« dans les profits qui en résultent.

« Cela assurément n'est pas juste. Ce n'est pas
« bien non plus. Comment croire, en effet, que si
« l'ouvrier, le producteur direct est désintéressé des
« résultats de la production, il lui donnera toute son
« intelligence, toute son habileté, tout son courage ?

« La discipline et le sentiment du devoir lui feront
« accomplir sa tâche quotidienne. Avec combien
« plus de cœur et combien plus de fruit il l'accompli-

« rait si le stimulant de l'intérêt venait s'y joindre !

« C'est ce que les industriels qui ont fait participer aux bénéfices le personnel de leur maison ont très heureusement compris. Ils se montraient justes, et en même temps ils étaient habiles. Les ouvriers voyaient leur gain accru en proportion de leurs efforts et le patron obtenait des bénéfices plus considérables. C'est ce qui fait dire à l'un d'eux qu'on félicitait d'avoir établi chez lui la participation : « Je ne sais pas, répondait-il, si j'ai fait une bonne action ; je sais, en tous cas, que j'ai fait une bonne affaire. »

Les résultats ont-ils été aussi brillants que cet exposé voudrait bien l'indiquer ? Malheureusement non. Soit par défiance, soit par malentendu, la participation aux bénéfices a pris fort peu d'essor. Bien peu de maisons l'ont appliquée de façon suivie et de nombreuses, après un essai de courte durée, se sont empressées de l'abandonner, quelquefois à la demande même des ouvriers. Dans certains petits ateliers, les résultats de cette réforme ont été satisfaisants, mais dans la grande industrie il n'en a pas été de même. Des adversaires résolus ont formulé leurs griefs. Outre ceux énumérés plus haut, du côté des patrons on craignait le contrôle ouvrier et l'on n'en voulait à aucun prix. La communication des livres leur semblait un coup mortel porté à leur exploitation par la crainte d'une divulgation quelconque susceptible de

leur nuire. Du côté des salariés on considéra qu'il n'y avait là qu'un acte de générosité, de philanthropie, de charité, alla-t-on jusqu'à dire.

C'est une institution entachée de « paternalisme » et, selon l'expression de M. Antonelli, « une arme de combat cachée sous les fleurs ».

On ne considéra cela que comme un sursalaire, alors que les ouvriers désiraient avant tout une association.

« La participation aux bénéfices, dit M. Jean Gra-
« nier, ne modifie pas la mentalité actuelle de l'ou-
« vrier. Par la participation, les ouvriers sont et res-
« tent des salariés, ils ne considèrent le supplément
« de rémunération qui leur est offert par le bénéfice,
« que comme une restitution qui leur est faite par les
« capitalistes. Au lieu d'y voir une manière d'asso-
« ciation, ils ne se représentent la part de bénéfice
« que comme un moyen patronal destiné à enrayer
« leurs revendications futures. Ils ne sont pas encou-
« ragés de ce fait à travailler de façon supérieure. Ils
« ne s'y croient pas obligés. L'intérêt qu'ils ont à
« cette combinaison est vraiment trop dilué ; ils pré-
« fèrent de beaucoup le sursalaire ou le salaire à la
« tâche qui leur donnent des avantages plus immé-
« diats. Ce sont les raisons qui font que la participa-
« tion aux bénéfices n'empêche pas les coalitions
« ouvrières et les mouvements de grève. »

En 1900 il y avait dans le monde entier moins de

250 maisons pratiquant la participation aux bénéfices réparties entre les pays suivants :

Allemagne.....	32
Angleterre.....	84
Belgique.....	3
Etats-Unis	23
France.....	88
Hollande.....	4
Italie	4
Suisse.....	3

Le 5 et le 6 février 1921 s'est réuni le Congrès mixte pour l'étude de la participation aux bénéfices. Un vœu fut émis qui demandait l'obligation de créer des actions de travail dans les services publics, les sociétés en commandite et anonymes.

Une commission permanente fut nommée pour l'étude de ces questions. Elle fut prise moitié parmi les syndicats ouvriers, moitié parmi les syndicats patronaux.

Des défenseurs acharnés de l'idée se sont révélés : « Qu'on n'hésite pas, disait Leclair, à se rapprocher des ouvriers, qu'on sache les faire causer, on reconnaîtra que leur cœur est le même que le nôtre ; tous les cœurs peuvent s'ouvrir aux idées nobles et généreuses. On ne connaît pas les ouvriers, le moment est venu de faire connaissance en s'entretenant avec eux ; on remarquera que, s'ils pèchent par la forme du langage, ils brillent souvent par la

« logique, on apprendra d'eux que la nature, dans la
« répartition de ses dons, a plus d'une fois placé des
« qualités précieuses sous une blouse. Si les chefs
« d'industrie étaient à même, comme nous, de juger
« la différence qu'il y a comme tranquillité d'esprit
« d'avoir des intérêts isolés ou de les avoir solidaires,
« ils n'hésiteraient pas un moment pour prendre leur
« parti et faire participer, dans une proportion quel-
« conque, au bénéfice que produit le travail les
« ouvriers et les employés qu'ils occupent. En agis-
« sant ainsi ils serviraient leurs intérêts, ceux de leur
« pays et de ceux de l'humanité. »

L'événement n'ayant malheureusement pas ré-
pondu à ces prévisions optimistes, on fut amené à
envisager un perfectionnement de la participation par
l'accession des ouvriers au capital : l'actionnariat
ouvrier.

CHAPITRE III

L'actionnariat ouvrier

La participation pure et simple aux bénéfices n'avait pas résolu les difficultés persistant entre le Capital et le Travail. Les grèves n'avaient pas cessé. Aussi plusieurs commerçants ou industriels pensèrent qu'en accordant aux ouvriers la faculté d'acquérir des actions, en les faisant participer au capital et parfois même à l'administration des entreprises, ils s'attacheraient davantage les ouvriers ; ceux-ci comprendraient à ce moment que le but immédiat à atteindre n'était plus le paiement d'un salaire mais la bonne marche de l'entreprise dont ils faisaient partie, puisque suivant les résultats obtenus ils en auraient leur part.

C'est ce que M. Briand disait en 1910 dans son discours de Saint-Chamond :

« Il faut que la prochaine législature envisage
« d'une manière résolue la participation des travail-
« leurs aux bénéfices des industries. Il faut qu'une

« législation s'élabore qui n'imposera pas de con-
« trainte, mais qui fournira aux travailleurs et aux
« capitalistes le moyen de constituer des associations
« basées sur des actions argent et des actions tra-
« vail. »

Comment l'ouvrier devient-il actionnaire ?

Divers modes ont été envisagés :

I. — Actions de travail acquises par les économies de l'ouvrier.

II. — Actions de travail acquises par une retenue facultative ou obligatoire sur les salaires.

III. — Actions de travail acquises par une part prélevée sur la participation aux bénéfices.

IV. — Acquisition gratuite des actions.

La manière qui paraît à première vue la plus simple est l'acquisition d'actions par l'ouvrier sur le produit de ses économies.

« Il faut, dit M. Pascalis, que le salarié de-
« vienne capitaliste personnellement, individuelle-
« ment et à titre onéreux. Celui-là seul s'attachera à
« l'entreprise, soucieux non seulement de son pré-
« sent, mais de son avenir, et pourra contribuer uti-
« lement à sa direction. Il faut qu'il soit un action-
« naire comme les autres, un administrateur comme
« les autres, que ses intérêts soient les mêmes que
« les leurs. C'est en encourageant l'ouvrier à acqué-
« rir peu à peu des actions par des retenues sur son

« salaire, par des participations aux bénéfices qu'on atteindra le but poursuivi ».

Ce système fut appliqué par la maison Japy Frères à Beaucourt.

L'assemblée générale des actionnaires de la Société du 11 septembre 1900 a créé des parts de col-laborateurs donnant droit à une rémunération variable calculée comme suit :

I. — Avant tout partage de bénéfices, intérêt fixe de 4 1/2 o/o l'an.

II. — Intérêt supplémentaire suivant le barème ci-après :

Dividendes bruts revenant aux actionnaires de la Société	Dividendes supplémentaires
30 francs et au delà	1 o/o
35 —	2 o/o
40 —	3 o/o
45 —	4 o/o

L'actionnariat est ici très relatif. Le nombre des actions accordées aux ouvriers est, en effet, limité et ceux-ci n'ont aucune part à la gestion de l'entre-prise. A vrai dire, ce sont là plutôt de simples titres d'épargne, appelés d'ailleurs obligations par la mai-son elle-même.

Le règlement édicté le 11 septembre 1900 déclare :
« Dans le but d'affirmer une fois de plus la solidarité
« d'intérêts qui existe entre les patrons et leurs col-
« laborateurs, le conseil de gérance émet des parts

« de participation, de collaborateurs, de 100 francs, « jusqu'à 3.000 parts maximum, payables en 4 versements trimestriels qui donnent droit à un intérêt « fixe de 4 1/2 0/0, plus un intérêt supplémentaire « qui varie de 1 à 4 0/0 selon que le dividende variera « de 30 à 45 francs ».

Une société « L'Epargne P. L. M. » a été fondée à Nevers par des agents des deux sexes de la compagnie. Elle a pour but de permettre à chacun des adhérents « d'assurer une conjugaison parfaite du capital et du travail », les versements de chaque sociétaire étant exclusivement affectés à l'achat d'actions P. L. M.

Un exemple bien connu est celui des magasins du Bon Marché. Par l'institution de la Prévoyance Boucicaut, tous les employés n'étant pas en situation d'épargner, la société se charge d'épargner pour eux. Une somme est prélevée chaque année pour être versée à la caisse de prévoyance, donnant lieu à l'ouverture d'un compte au profit de chaque employé.

En 1876, les participants étaient au nombre de 128, le capital s'élevait à 62.020 francs.

En 1909, les participants étaient au nombre de 3.341, le capital s'élevait à 5.142.999 francs.

De plus, un capital de plus de 4 millions avait été versé à des employés ayant quitté la maison ou à des jeunes filles au moment de leur mariage.

Une caisse de retraite pour les employés non inté-

ressés fonctionne également et son capital s'élevait en 1898 à près de 9 millions de francs.

Un autre exemple est le « Trust de l'acier » aux Etats-Unis. Dans cette dernière affaire, les actions mises à la disposition du personnel ne l'étaient pas pour leur valeur nominale : 100 dollars, mais au prix de 82 dollars 50. Il y avait donc là un avantage intéressant, tempéré au surplus par ce fait que chaque employé ne pouvait acheter que pour une valeur limitée variant à raison du montant de son salaire et en raison inverse de ce montant. L'empressement ne fut pas considérable ; 1/50 seulement des ouvriers souscrivirent. Les actions, par la suite, baissèrent jusqu'à 60 dollars, pour remonter plus tard jusque 120 dollars, mais ceux qui furent dans la nécessité de s'en débarrasser à la période critique formulèrent d'amères réclamations.

Un autre mode d'actionnariat consiste dans la participation au capital, facultative ou obligatoire, par une retenue sur les salaires. C'est la combinaison employée par Sir Christopher Furness dans ses ateliers de constructions navales.

En 1908, 50.000 actions d'une livre furent émises, avec obligation pour chaque ouvrier de souscrire pour 10 actions. Faculté leur était laissée de les payer par des prélèvements de 5 o/o sur le salaire. Un intérêt de 4 o/o l'an au minimum était versé aux actionnaires ouvriers.

Un troisième système consiste à faire précéder la participation au Capital d'une participation aux bénéfices. Les parts de bénéfices, au lieu d'être distribuées intégralement aux ouvriers, sont mises en partie en réserve pour être converties en actions de l'entreprise. C'est ce qui a été fait depuis 1848 par la maison Laroche-Joubert à Angoulême, mais le système a pris une extension prodigieuse en Angleterre où il est connu sous le nom de copartnership. Une société, « La Labour Copartnership Association » s'est fondée pour propager cette institution, et en 1909 elle pouvait proclamer qu'elle était appliquée par 112 maisons anglaises, faisant plus de 100 millions d'affaires.

Des résultats très satisfaisants ont été obtenus plus particulièrement par les Compagnies du Gaz de Londres. L'une d'elles, la Compagnie du Gaz du Sud de Londres (South metropolitan Gaz Company) avait commencé en 1889 par instituer la participation aux bénéfices pure et simple. C'est seulement après avoir constaté que ce moyen était impuissant à faire cesser les grèves qu'elle se décida à tenter l'expérience de l'actionnariat. La moitié des bénéfices revenant aux salariés fut convertie d'office en actions qui leur furent remises. On avait bien tenté, au début, la persuasion, mais celle-ci étant restée sans effet, force fut d'arriver à la contrainte en 1891. Ce procédé, peut-être un peu vif, aboutit à de

magnifiques résultats. Au 1^{er} janvier 1920, 6.000 ouvriers et employés étaient propriétaires d'actions d'une valeur totale de 125.000 livres sterling. De plus, depuis 1897, on admet au Conseil de Direction, deux actionnaires salariés. Ainsi les ouvriers non seulement sont propriétaires d'actions, mais participent à la gestion.

Le compte rendu de la copartnership dans l'industrie du Gaz à la fin de juin 1909, accuse les résultats de cette participation.

Nom des Compagnies	Nombre des employés profitant du profits haring et de la co-partnership	Somme partagée entre les employés à la fin de juin 1909	Taux p. cent des bénéfices par rapport aux salaires
Bournemouth.....	390	1.609 £	inconnu
Cardiff.....	185	655	4 %
Chester.....	66	297	5 %
Commercial.....	1.221	5.417	5 %
Croydon.....	478	1.245	3 %
Cas, Light et Coke....	8.439	38.683	5 %
Gloucester.....	113	361	5 %
Leamington.....	116	413	5 %
Newport.....	156	384	3,41 %
Rugby.....	—	—	—
South Métropolitan...	5.138	37.123	7 1/2 %
South Suburban.....	582	3.034	6 %
Tottenham.....	601	2.300	4 7/8 %
Turnbrige Wells.....	130	425	4 %
Walker et Walsden..	99	360	4 %
Watford.....	106	—	—
Wellinborough.....	59	242	5 %
Wrexham.....	61	256 au 31 décembre 1908	6 %
Total.....	17.940	92.804	4,85 % en moyenne

Le nombre des compagnies du gaz anglaises pratiquant la copartnership s'est élevé considérablement en ces dernières années. Qu'on en juge.

Années	Nombre de sociétés pratiquant la copartnership
1903.....	5
1909.....	19
1913.....	33
1917.....	38

Le capital des ouvriers s'est accru dans la même proportion.

1903	256.591 £
1909	558.843 £
1913	837.531 £
1917	931.488 £

Pendant la guerre, la copartnership a réussi dans la plupart de ces sociétés, malgré la situation financière extrêmement difficile dans laquelle elles se sont trouvées, leurs bénéfices ayant diminué dans des proportions considérables et l'intérêt alloué aux travailleurs sur leurs salaires ayant disparu.

Il nous reste à examiner un quatrième mode d'actionnariat, qui consiste en l'attribution d'actions aux salariés. Une expérience restée célèbre fut faite en 1908 par la maison Lever frères, la fabrique de savon de Port Sunlight.

Tous les ouvriers ne sont pas appelés de plein

droit à recevoir des certificats ou titres de partnership ; le nombre, qui représente la part de capital social mise par la maison à la disposition de ses ouvriers, en est limité. Ces certificats sont remis à des mandataires (trustees) qui se chargent d'en faire à leur guise la répartition parmi le personnel. Toutefois il existe un droit d'appel auprès des Directeurs au cas où l'un ou l'autre se croirait lésé. En principe, tout ouvrier a droit à un nombre d'actions d'une valeur nominale de deux livres, représentant 10 o/o de son salaire. Ces actions touchent le même dividende que les actions ordinaires, après un intérêt de 5 o/o prélevé en faveur de ces dernières et justifié par ce fait qu'elles ont été payées en argent. De plus, la propriété de ces actions n'est que temporaire. Si le copartnership quitte la maison, pour une raison autre que la maladie ou la vieillesse, il rend son titre qui est remis à l'un de ses camarades. S'il quitte l'établissement pour cause de maladie, son certificat est échangé contre un certificat de préférence, qui continue à lui donner droit, dans une certaine mesure, à la répartition des dividendes. De même, s'il vient à mourir en laissant une veuve, celle-ci bénéficie des mêmes avantages. Par contre, les ouvriers actionnaires n'ont aucun droit sur l'administration de l'entreprise.

Nombreuses ont donc été les applications du régime de l'actionnariat ouvrier. Certaines expé-

riences ont été une réussite, mais pas toujours dans la mesure où leurs promoteurs l'escomptaient.

Les obstacles qui jalonnaient la route étaient en effet nombreux et maintes objections pouvaient être faites.

Une des principales, et qui s'applique particulièrement aux deux premiers systèmes exposés, consiste dans le fait que l'ouvrier ne devient actionnaire qu'en subissant une réduction soit volontaire soit forcée sur le montant de son salaire. Or, il est facile de s'apercevoir que le salaire qu'il reçoit, de par le jeu de la loi de l'offre et de la demande, est tout juste suffisant pour lui permettre de subvenir à ses besoins les plus immédiats. C'est dire qu'il n'y aura jamais qu'une infime minorité pour profiter des avantages offerts et que l'on créera ainsi dans l'usine diverses classes de travailleurs qui se jalouseront les uns les autres. A côté d'une catégorie d'ouvriers qui est intéressée dans l'affaire par les actions qu'elle possède, on crée une autre catégorie d'ouvriers qui n'a pu en obtenir, d'autant plus que cette distinction s'établit d'elle-même par le fait que ceux qui n'ont pas de famille et ne dépensent pas beaucoup peuvent économiser, acheter des actions et que ceux, au contraire, qui sont les plus intéressants, qui ont une famille nombreuse, ne peuvent en acquérir (1).

1. Ch. Deloncle, Discussion de la loi du 26 avril 1917 sur les

Une autre objection peut être faite en ce sens que si l'on veut faire régner la justice la plus stricte, si l'on veut mettre à la disposition de tous les ouvriers, sans exception, les actions d'une entreprise, on se heurte à l'impossibilité d'accroître indéfiniment le capital.

C'est ce qui a été parfaitement mis en lumière par M. Boissard, professeur à la Faculté libre de droit :

« Dans une usine où il y aura des ouvriers ayant
« déjà quelques actions et des ouvriers n'en ayant
« pas, les ouvriers actionnaires vont être hostiles
« à toutes les revendications ouvrières. Ils sauront
« bientôt compter qu'ils n'ont pas intérêt à une aug-
« mentation de salaires, pour que l'augmentation
« des salaires se traduise pour chacun d'eux par une
« diminution des bénéfices sur les actions, plus
« grande que ce qu'ils gagneraient et ainsi on n'aura
« pas fait du tout disparaître le conflit social. On
« aura seulement placé ailleurs la coupure qui est
« entre les deux camps. La bataille, au lieu d'être
« entre les capitalistes de maintenant et les ouvriers,
« sera entre les capitalistes, grossis d'un certain nom-
« bre d'ouvriers propriétaires, et la masse des ouvriers
« non propriétaires. Et ceux-ci, destinés à être tou-
« jours les plus nombreux, seront exaspérés par des

Sociétés anonymes à participation ouvrière. Sénat, séance du 22 février 1917. *Journal officiel*, p. 233.

« résistances venant de leur classe. Les syndicats
« rouges n'en seront que plus violents (1). »

Le fait que, dans certains cas, la remise des actions au personnel était faite gratuitement comme dans la maison Lever frères constitue certainement un progrès sensible, car, comme le disait M. Charles Gide :

« En ce qui concerne l'acquisition des actions par
« voie d'achat, il est clair qu'il n'y a rien autre chose
« à faire qu'à le recommander à la bonne volonté des
« patrons et des ouvriers et sans grand espoir de le
« voir se généraliser, moins encore du côté des
« ouvriers que du côté des patrons, car étant donné
« l'état d'esprit des ouvriers actuellement, il ne s'en
« trouvera guère qui consentiront à apporter ou à
« laisser leur argent au patron pour avoir l'honneur
« et l'avantage de devenir associés (2). »

L'attribution gratuite d'actions constitue certes une amélioration. Encore faut-il que la propriété n'en soit que temporaire et qu'en cas de départ, elle soit attribuée au remplaçant « tout comme le fusil et l'uni-
« forme du soldat à la caserne, avec cette différence
« que le soldat, n'ayant rien payé pour l'avoir quand
« il est entré, n'a rien à toucher quand il s'en va

1. *Bulletin de la participation aux bénéfices*, année 1907, n° 152.

2. Ch. Gide, *L'actionnariat ouvrier*. Les modes d'entente entre le Capital et le Travail. Discours prononcé à la séance de rentrée de l'Université nouvelle de Bruxelles le 30 octobre 1909.

« pour céder la place à la classe suivante. Il faut
« opter : ou propriété perpétuelle, mais réservée à
« quelques-uns, ou propriété pour tous, mais tempo-
« raire (1) ».

Le problème est ainsi nettement posé mais il n'a pas été résolu pour cela.

Les ouvriers ont continué à considérer que l'actionnariat tel qu'il leur était appliqué était une institution avant tout patronale, destinée à étouffer sous les fleurs leurs revendications légitimes. Il faut reconnaître qu'ils avaient en grande partie raison, car si la participation au capital leur était accordée, la porte du temple leur restait soigneusement fermée, avec interdiction absolue d'en forcer l'entrée.

A part de rares exceptions, toute participation à l'administration à la gestion des entreprises leur était refusée. Il en était ainsi dans la fabrique de MM. Lever Frères, ce qui fit dire en parlant de leur système, d'un mot qui fait image : qu'il ressemblait à une distribution de prix.

La perfection n'était pas atteinte. Il fallait trouver une solution susceptible de donner davantage satisfaction à l'idée de justice sociale.

1. Voir note 2 page précédente.

CHAPITRE IV

Le problème social

« Si les ouvriers étaient admis parfois aux conseils
« de leurs patrons, ils apporteraient à ceux qui les
« emploient une volonté meilleure de labeur utile,
« efficace, un dévouement plus entier au succès de
« l'œuvre commune, une résolution d'accroître et
« non de diminuer la production. Leur action corpo-
« rative s'inquiéterait de ne pas jeter le trouble dans
« les projets à longue échéance établis par leur
« chef. »

Ainsi s'exprimait il y a peu de temps le lord-maire
de Birmingham.

Cet accord si désirable entre patrons et ouvriers
un projet récent a tenté de le réaliser. M. Justin
Godart l'a déposé sur le bureau des Chambres le
16 août 1909. Le capital, dit il, garde tous les profits
pour lui.

« La solution de laquelle dépend une paix durable,
« c'est d'attribuer à chacun ce qui légitimement lui

« revient, c'est de donner au travail tout ce qui lui
« est dû, c'est-à-dire plus que le salaire et de le lui
« remettre, non point en faisant le geste magnanime
« du bon patron philanthrope, mais en établissant
« une stricte opération de comptabilité. »

Comment va s'effectuer cette opération ? M. Godart
compte « imposer aux sociétés par actions, l'amor-
« tissement de leur capital et rendre le capital initial
« et le travail co-propriétaires de l'actif social, libéré à
« l'égard du premier par le remboursement des
« actions ».

En un mot, on propose de rendre obligatoire dans
toute société anonyme la constitution d'une réserve
qui doit servir à amortir les actions. Une fois amor-
ties, celles-ci donnent naissance à deux actions de
jouissance, dont l'une est remise au propriétaire de
l'ancienne action de capital amortie et l'autre à la
collectivité ouvrière tout entière représentée par
une Caisse Nationale de Crédit au Travail, qui sub-
ventionnera les associations de production, la petite
industrie ou l'enseignement professionnel.

C'est ce que proposait M. Jaurès dans un article
sur les actions de travail.

« Ce n'est pas un droit ouvrier que proclame
« M. Briand, mais une faculté qu'il organise. Les
« statuts décideront si et dans quelle proportion on
« accordera des actions de travail. Or les capitalistes
« accepteront moins volontiers encore ce régime que

« la participation aux bénéfices. Et pour les ouvriers
« qui ne peuvent s'affranchir que par un effort com-
« mun, ils n'accepteront pas que la classe ouvrière
« soit sectionnée en autant de groupes que d'usines.
« Ces groupes seront économiquement des rivaux.
« Les ouvriers ne pourront accepter qu'une organi-
« sation qui remettrait légalement, socialement, des
« actions de travail et à l'ensemble de chaque corpora-
« tion et à l'ensemble de la classe ouvrière. Cela n'em-
« pêcherait pas ces grands organismes ouvriers d'in-
« téresser à la production des groupements de chaque
« usine. Mais c'est le prolétariat dans sa totalité organi-
« que qui doit être appelé à la propriété collective (1). »

M. Antonelli a formulé des critiques fort justes contre ce projet.

« Les actions de travail ne sont créées qu'au fur et
« à mesure de l'amortissement du capital, c'est-à-
« dire qu'elles n'apparaîtront que dans les entre-
« prises qui auront réussi. Jusque-là, l'ouvrier res-
« tera un simple salarié, qui n'interviendra en rien
« dans la gestion de l'entreprise. D'autre part, le capi-
« tal représenté par les actions du travail n'est pas
« géré par le personnel de l'usine, mais par la per-
« sonne morale lointaine qu'est la Caisse Nationale
« de Crédit au Travail (2). »

1. *L'Humanité*, 29 mai 1909.

2. Antonelli, *Les Actions de travail dans les sociétés anonymes à participation ouvrière*, 1912, page 38.

On pourrait formuler encore d'autres objections. Dans quelle mesure l'ouvrier profitera-t-il personnellement de son travail ? Lui qui est habitué à ne voir que son intérêt immédiat comprendra difficilement qu'il doit travailler pour la collectivité. Malgré les affirmations des dirigeants socialistes, son éducation économique n'est pas poussée assez loin, les répercussions de son effort lui semblent beaucoup trop lentes à se faire sentir. M. Godart qui reconnaît lui-même que « les ouvriers de la première heure auront disparu » aperçoit-il le moyen de faire profiter ces ouvriers du travail qu'ils auront fourni ?

Non certes ! la collectivité qui doit recevoir les profits est trop étendue. Dans l'avenir, peut-être, une telle combinaison sera possible. Les connaissances du peuple en économie politique seront alors parfaites. Du jour où tous comprendront que leurs efforts doivent tendre à une production intensive, du jour où ils seront assurés de recevoir de leur travail une rémunération juste, alors évidemment les problèmes sociaux si ardues à l'heure actuelle, auront reçu la solution adéquate.

Malheureusement, il n'en est pas encore ainsi et nous sommes loin encore de l'âge d'or qui verra régner partout la concorde.

Un député n'écrivait-il pas dans la *Réforme Économique* :

« Il n'est pas encore entré et il n'entrera jamais

« dans la mentalité des patrons que le salarié qui
« effectue machinalement un travail sans se rendre
« compte de ce qu'il fait, sans montrer aucune intel-
« ligence, ni aucune initiative, mérite de participer
« aux bénéfices de l'entreprise à laquelle il est atta-
« ché (1). »

M. André Lebon, au cours d'un discours prononcé au banquet de la Fédération des Industriels et Commerçants Français, le 12 février 1910, n'a-t-il pas affirmé : « Il y a quelque chose qui est
« peut-être plus inquiétant encore dans cette légis-
« lation que l'on cherche à nous imposer, que l'ab-
« sorption au profit de la collectivité d'une partie
« des profits : c'est la révolution morale que l'on
« déterminerait si l'on aboutissait dans cette voie de
« l'organisation du monde industriel et commercial,
« révolution qui, à mon avis, se traduirait imman-
« quablement par la destruction du peu d'esprit
« d'initiative et d'amour des responsabilités qui existe
« à la tête des affaires. »

Les ouvriers de leur côté n'ont guère apporté plus d'entrain à tenter une conciliation effective.

La *Vie Ouvrière* ne dit-elle pas que tout mode d'entente entre le Capital et le Travail n'aboutit qu'à « châtrer toute velléité d'énergie de la classe ouvrière » ? Un autre a affirmé que c'était là « créer une union monstreuse entre voleurs et volés » .

1. *Réforme Economique*, 18 nov. 1910, p. 1226.

C'est aussi la conclusion d'une étude de M. Waxweiler, Directeur de l'Institut de Sociologie de Bruxelles, sur l'évolution de l'idée d'association des salariés aux profits.

« Vainement on tentera de généraliser l'association
« des ouvriers à la co-propriété de l'établissement
« qui les occupe, comme l'espèrent les vaillants
« propagandistes anglais du Labour Copartnership.
« et comme le rêve, paraît-il, un ministre de la République Française, M. Briand. Les ouvriers, dans
« leur ensemble, n'accepteront pas ce que, à tort
« ou à raison, ils considèrent comme une forme
« nouvelle d'assujettissement » .

M. Antonelli renchérit :

« Dans le régime capitaliste de la grande industrie,
« l'ouvrier voit se creuser de plus en plus le fossé
« qui le sépare de la classe patronale. L'ouvrier prend
« de plus en plus ce que l'on appelle une conscience
« de classe, il acquiert des mœurs, des besoins, des
« sentiments de classe...

« D'autre part, en même temps que l'ouvrier se
« détache de la classe patronale, il se détache de l'entreprise à laquelle il donne son travail, de l'usine,
« de l'instrument de production ; il devient une
« sorte de machine passive, dont toute la vie humaine
« est ailleurs, hors de l'usine, dans un milieu social
« de plus en plus dépendant et fermé (1). »

1. Antonelli, *op. cit.*, p. 58.

Que voilà donc un tableau poussé au noir et empreint de pessimisme ! Fallait-il donc se décourager et jeter le manche après la cognée ? Fallait-il renoncer à réaliser ce qui avait été essayé infructueusement jusqu'alors ?

L'avenir se présentait-il sous d'aussi sombres couleurs que M. Ch. Gide nous la laissait entrevoir avec toutefois l'espérance de jours meilleurs ?

« Il se peut que la lutte entre le travail et le capital
« devienne de plus en plus le régime normal de l'in-
« dustrie, avec tout l'appareil de la guerre qu'elle a
« déjà revêtu — mobilisation des troupes ouvrières,
« Bourse de Travail transformée en quartier général,
« barricades, rondes et sentinelles, évacuation des
« enfants et des bouches inutiles de la place assiégée,
« service d'intendance sous forme de soupes com-
« munistes, et, sans doute aussi, service d'ambu-
« lance, et parfois aussi incendies, pillages, charges
« de cavalerie et fusillades — guerre interrompue de
« temps en temps par des traités qui ne seront que
« des armistices, et tempérée peut-être un jour ou
« l'autre par cet esprit de « chevalerie économique »
« que le professeur Marshall espère voir revivre
« comme il a fleuri au moyen âge, dans l'âge de
« fer (1). »

D'aucuns ont été plus optimistes. Ils ont compris

1. Ch. Gide, *De l'actionnariat ouvrier. Les modes d'entente entre le capital et le travail*, p. 22.

que le jour où l'ouvrier s'apercevrait qu'il a un intérêt non plus social mais économique à réaliser un accord avec son patron, le jour où celui-ci, de son côté, serait disposé à s'associer avec ses salariés, à abandonner quelques-uns de ses privilèges dans une idée de justice, en un mot, lorsque étroitement unis par le même intérêt, ils marcheraient la main dans la main vers le même but, ce jour-là, la paix sociale serait réalisée. C'est le résultat qu'ils ont cherché à atteindre par la promulgation de la loi du 26 avril 1917.

Cette loi est trop récente pour que l'on puisse apprécier ce qu'elle donnera en pratique. Il faut chercher ailleurs nos exemples et remonter avant la guerre, à une époque où le fonctionnement des industries était normal. C'est en Hollande que nous pourrons le mieux suivre le développement de certaines entreprises industrielles fondées sur le principe de l'actionnariat ouvrier. La plus intéressante de ces tentatives est celle de l'imprimerie Van Marken à Delft, dans laquelle la répartition des bénéfices s'opère comme suit :

25 0/0 aux Directeurs, pour leur gestion.

3 0/0 aux commissaires chargés du contrôle.

12 0/0 aux fondateurs.

50 0/0 aux associés travailleurs.

10 0/0 à une caisse d'épargne.

En 1909, on constate que cette affaire est devenue

l'imprimerie la plus importante de Delft. Dans un espace de 18 années, les bénéfices nets ont atteint le chiffre de 214.000 florins. Le chiffre d'affaires est passé de 18.300 florins, en 1892 à 108.000 florins, en 1909. Le salaire minimum des ouvriers est de 13,5 florins, alors que le salaire moyen des typographes est seulement de 10 florins.

En 1897, les imprimeries Trio ont été fondées sur le même modèle ; 60 o/o des bénéfices revenant aux ouvriers.

En 1899, ce fut l'imprimerie Plantin à Amsterdam.

On peut citer encore l'Union à Schiedam, la Coopérative des ouvriers du bâtiment à Amsterdam, dans laquelle 50 o/o des bénéfices reviennent aux ouvriers après qu'un dividende de 2 o/o a d'abord été prélevé au profit du capital.

Une coopérative de confection et de lingerie, le Voorpost, a été fondée en 1895 à Amsterdam, dans laquelle 60 o/o des bénéfices reviennent aux ouvriers, après qu'un dividende de 3 o/o a été payé aux actionnaires.

La coopérative de Webber à La Haye et la Coopérative Hollandaise des ouvriers de transport à Amsterdam sont des sociétés à capital variable. Dans la coopérative de Webber, nul membre ne peut avoir plus d'une action, les épargnes faites servent à l'acquisition d'obligations.

Ces différentes sociétés paraissent être toutes ins-

pirées des principes exposés par Van Marcken dans son ouvrage : « L'Organisation sociale dans l'Industrie ».

D'après lui, l'influence du capital serait limitée selon son importance même et, par conséquent, les actionnaires ne pourraient faire valoir de prétentions équitables que sur une part limitée des bénéfices, tandis qu'au contraire, la force de la volonté et du dévouement de l'homme étant illimitée, les bénéfices devraient revenir équitablement aux travailleurs sans aucune limitation.

Cette doctrine ne tient pas suffisamment compte des risques que court le capital, lorsqu'il est engagé dans une affaire industrielle dont de multiples expériences ont démontré les aléas. Limiter les profits du capital, c'est décourager les initiatives fécondes. Limiter à son salaire la rémunération du travailleur, c'est le rendre indifférent au succès de l'entreprise. La loi du 26 avril 1917 s'est évertuée à résoudre ce problème complexe. L'avenir nous dira, seul, dans quelle mesure elle y aura réussi.

CHAPITRE V

L'actionnariat ouvrier, d'après la loi du 26 avril 1917

« Quand on veut empêcher les gens de se battre, a
« dit M. Ch. Gide, il y a deux moyens de s'y prendre :
« ou bien de leur persuader de s'embrasser, ou bien
« au contraire, de les faire reculer à quatre pas de
« distance et de tracer entre eux une ligne qu'ils ne
« devront pas franchir. » (1)

La seconde partie du problème envisagé n'est certes pas une solution. Ce n'est pas en séparant patrons et ouvriers par des cloisons étanches que l'on résoudra les conflits qui les divisent. La théorie de l'école individualiste n'a jamais été une politique d'apaisement.

Certains esprits imbus de généreuses idées ont pensé qu'il était plus conforme à l'équité et en même temps plus habile de tenter de rapprocher les parties en présence et, sinon de les faire s'embrasser, du

1. Ch. Gide, *op. cit.*, p. 21.

moins de leur faire comprendre que leurs intérêts n'étaient pas opposés mais communs.

La solution du problème social n'était pas trouvée. Nous avons vu dans les chapitres précédents que, malgré des tentatives répétées, le résultat parfait était encore loin d'être atteint.

C'est dans l'espoir d'aplanir les dernières difficultés que le 19 mai 1913, M. le Sénateur Henri Chéron, alors Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, dans le cabinet Barthou, déposa sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi sur les sociétés par actions à participation ouvrière. Reprise en 1915 et modifiée plus ou moins profondément, cette proposition de loi, après rapports de M. Charles Deloncle au Sénat, et de M. Louis Deschamps à la Chambre des députés fut adoptée le 5 avril 1917. La loi fut promulguée le 26 du même mois.

Examinons-là dans ses grandes lignes et voyons quels progrès elle a permis de réaliser sur l'état antérieur.

Le législateur, et cela découle à merveille des travaux préparatoires, a entendu créer des actions de travail.

« Le travail, de même que le Capital, représentera désormais un droit fixé, permanent ; ce droit donnera naissance à une action : l'action de travail (1). »

1. Rapport de M. Louis Deschamps annexé au procès-ver-

Les actions de la Société sont donc de deux sortes :

Les actions de capital remises à ceux qui apportent les fonds.

Les actions de travail, dont le nombre est fixé par les statuts, remises aux salariés qui apportent leur travail et qui sont leur propriété collective. Les salariés forment à cet effet une société anonyme distincte appelée « Société commerciale coopérative de main-d'œuvre ».

Les salariés âgés d'au moins vingt et un ans et attachés à l'entreprise depuis au moins un an font seuls partie, mais obligatoirement, de la coopérative de main-d'œuvre.

Chaque année, la coopérative de main-d'œuvre touche les dividendes afférents aux actions dont elle est propriétaire et les répartit entre tous les salariés à sa guise, conformément à ses statuts et aux décisions des assemblées générales.

En cas de dissolution, le capital social, après amortissement des actions de capital, est réparti entre tous les porteurs d'actions indistinctement.

Les salariés sont représentés aux assemblées générales de la Société par des mandataires spécialement délégués, et dont le nombre est fixé par le rapport existant entre les actions du capital et les actions de travail.

bal de la séance du 30 mars 1917. Chambre des députés, n° 3207.

Parmi ces mandataires sont choisis le ou les représentants des salariés au Conseil d'administration.

La loi enfin prévoit certaines immunités fiscales.

Trois idées essentielles dominent la loi :

I. — Les ouvriers ont droit à une part des bénéfices réalisés par l'entreprise à laquelle ils sont attachés, mais la part des dividendes qui leur est remise est leur propriété, non plus individuelle mais collective.

II. — Ils participent à la gestion, sont représentés aux assemblées générales, ont leur place dans le Conseil d'administration.

III. — Ils ont un droit de créance éventuel sur l'actif social de la Société.

Bien des difficultés des systèmes d'actionnariat précédemment étudiés se trouvent aplanies. Ce que beaucoup de patrons craignaient, notamment dans l'application du système de M. Justin Godart, c'était l'intrusion des syndicats et des meneurs politiques. Les ouvriers forment ici une collectivité relativement réduite. Le danger n'est plus à craindre. De leur côté, les ouvriers y verront un intérêt beaucoup plus immédiat.

Nous avons vu aussi précédemment les défauts de l'actionnariat individuel ou, comme on l'a appelé, « capitaliste ». Nous n'y reviendrons pas. Ce qui est une nouveauté ici, c'est que l'action n'est plus individuelle mais collective. On en a reconnu les bien-

faits et M. Viviani disait en 1909 au Congrès des mineurs :

« A tout considérer, je reconnais que la participation ouvrière aux bénéfices est bien supérieure « sous la forme collective et répond davantage au « but que nous poursuivons. Peut-être la participation individuelle ne laisserait-elle aux ouvriers que « des bénéfices illusoires ; bien plus grand, à mon « avis, est l'avantage qui résulte d'une participation « collective. Celle-ci ne peut consister que dans l'attribution d'actions à des collectivités ouvrières « employées dans les mines, lesquelles actions donneront à la collectivité le droit de participer à la « gestion, en envoyant des représentants aux assemblées générales et dans les Conseils d'administration ».

C'est également l'avis de M. Deloncle :

« Si nous tenons compte de la mentalité ouvrière « et de son bel esprit de solidarité, nous voyons que « ce qu'elle entend améliorer c'est le travail général « et non pas le sort de quelques individualités. Dans « une usine, l'ensemble du personnel doit nous apparaître comme un groupement uni — ne l'est-il pas « quand il se met en grève, — duquel l'actionnariat « ouvrier ne sera bien accueilli que s'il est collectif (1). »

1. Ch. Deloncle, Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Henri Chéron et plu.

La réforme essentielle de la loi du 26 avril 1917 consiste dans le droit de participer à la gestion des entreprises.

M. Briand disait en 1912 :

« Après avoir établi le statut juridique qu'a rendu
« nécessaire l'éclosion du monde ouvrier à la vie
« syndicale, le législateur se doit de donner un ali-
« ment à cette activité nouvelle. Or, ce n'est que
« dans l'administration et la gestion des grands inté-
« rêts économiques que les travailleurs organisés
« trouveront l'emploi logique d'une vitalité qui risque
« de s'étioler en se confinant dans la seule défense des
« intérêts corporatifs ou de se dépenser sans profit
« positif en des manifestations bruyantes et stériles.
« Mais il importe de ne confier que progressive-
« ment et avec précaution des intérêts par eux-
« mêmes complexes et délicats à des travailleurs
« dont l'éducation économique est encore impar-
« faite. »

« On doit, d'autre part, faire confiance aux chefs
« d'entreprises. Les conditions même d'une concur-
« rence commerciale intensifiée rendent chaque jour
« plus évident l'avantage qu'ils trouveraient à ce que
« les ouvriers cessent d'être désintéressés du sort et
« du résultat de l'entreprise et soient, au contraire,

sieurs de ses collègues relative aux Sociétés par actions à participation ouvrière. Sénat, année 1906 art. 136 session ordinaire annexe du procès-verbal de la séance du 26 octobre 1916, p. 30.

« incités à donner à leur travail son maximum de
« rendement en quantité et en qualité. »

« La législation, s'inspirant de ces conditions, doit
« donc fournir aux travailleurs et aux capitalistes,
« sans leur imposer aucune contrainte, le moyen de
« constituer des associations juridiques qui assure-
« ront dans la liberté des conventions, la participa-
« tion des travailleurs et des capitalistes à la gestion
« et aux bénéfices des entreprises (1). »

Même opinion chez M. Deloncle, parlant de la Loi.

« Elle aura pour effet de permettre à certains
« ouvriers, particulièrement intelligents, de s'élever
« dans la hiérarchie sociale, d'être appelés à colla-
« borer avec les directeurs et les fondateurs des
« entreprises ; elle stimulera l'esprit de dévouement
« et l'esprit de confiance de la classe ouvrière,
« puisque celle-ci se trouvera en collaboration avec
« les capitalistes. Elle donnera un intérêt économique
« à défendre à ces hommes qui, jusqu'à présent, n'ont
« défendu que leurs salaires ; elle permettra à la
« classe ouvrière de se rendre compte de ce fait que
« les difficultés économiques sont quelquefois très
« difficiles à résoudre, que, bien souvent, si leurs
« revendications prolétariennes ne sont pas accueil-
« lies, c'est qu'il y a des objections et des impossibi-
« lités telles qu'il ne faut pas en faire retomber la

1. Briand, Préface au livre de M. Antonelli sur *Les actions de travail*, p. 1.

« responsabilité sur le mauvais vouloir du patronat.
« Enfin, en donnant à chacun l'esprit de la gestion
« des affaires et d'un patrimoine, elle permettra à
« ces ouvriers de prendre une conscience différente
« de cette conscience de classe qu'ils ont eue jusqu'à
« présent (1). »

Il ne faut pas croire que cette idée de faire participer les ouvriers à l'administration des entreprises ait reçu partout un accueil favorable. Les critiques les plus vives lui ont été adressées du côté patronal.

On craint que l'intervention de l'ouvrier dans les Assemblées générales et dans le Conseil d'administration n'ait une influence funeste sur la bonne marche de l'entreprise, que des frictions en résultent qui n'aboutiraient fatalement qu'à des pertes sensibles pour tout le monde.

C'est l'avis exprimé par M. Pascalis, président de la Chambre de Commerce de Paris, qui parlant de l'ouvrier nous dit :

« Le plus modeste industriel... ne saurait à aucun
« prix et dans aucune mesure lui concéder une part
« de la direction. C'est un rôle auquel il n'est nullement préparé et qui ferait sans aucun doute courir
« à la prospérité de l'entreprise les plus grands risques. Cette disposition ne se traduira pas par un

1. Deloncle, *op. cit.*

« acheminement vers la paix sociale, mais bien
« plutôt vers une série de conflits tendant à la dépos-
« session des actionnaires du capital. »

M. Beudin, ancien associé de la Maison Leclaire, membre du Conseil supérieur du Travail, répond fort justement à ces critiques :

« L'expérience a démontré combien certains ou-
« vriers et employés, investis d'une part de direction,
« font preuve de sagesse et de pondération. Que de
« prudents avis ont été ainsi donnés par ces modestes
« et précieux collaborateurs.

« L'ouvrier est, en effet, plein de bon sens et si,
« dans des réunions publiques, dans les cercles
« d'études, dans les bourses du travail, on discute
« bruyamment, ce bruit, ce chaos d'idées mal expri-
« mées, représentent, en somme, le morceau de
« charbon qui contient le diamant ».

« En constituant ces comités, ces conseils d'usine,
« on familiarise peu à peu les ouvriers avec l'admi-
« nistration des affaires, on les initie aux difficultés
« qu'ils ignorent. C'est une école d'expérience où ils
« constatent qu'il est bien plus facile d'obéir que
« de commander. Cette collaboration, enfin, élève
« le travailleur et développe en lui le sentiment de la
« dignité. »

Voilà des paroles parfaitement justes et, de plus, confirmées par les faits. Témoin l'incident suggestif

rapporté par M. Antonelli dans son livre sur les actions du travail, incident survenu au cours de la tenue d'une Assemblée générale d'un important établissement de crédit. Un actionnaire prit la parole devant un auditoire charmé par ses lumineuses explications, prouva qu'il y avait eu des fautes de commises par le Conseil d'administration, indiqua les moyens à prendre pour y remédier et développa tout un programme à suivre.

Agréablement surpris des profondes connaissances que révélait un tel exposé, les actionnaires s'empressèrent de se renseigner sur cet orateur si documenté et ils ne furent pas peu étonnés d'apprendre que c'était le représentant du Syndicat des employés.

C'est là un événement typique et qui prouve mieux que toutes les paroles non seulement que l'ingérence des ouvriers dans l'administration ne peut pas être nuisible mais qu'elle peut être de la plus grande utilité.

Malheureusement, les patrons ne se sont pas trouvés convaincus. Ils dirigent seuls leurs usines. Ils ne veulent pas en abandonner une part de direction à leurs salariés.

« La volonté des patrons de conserver entièrement
« la direction de leur entreprise inspire des compa-
« raisons avec le droit constitutionnel et les difficultés
« que les souverains au cours de l'histoire ont ren-

« contrées pour garder le pouvoir absolu qu'ils détiennent au nom du droit divin (1). »

Les ouvriers de leur côté veulent secouer le joug. Ils en arrivent à émettre les doutes les plus sérieux sur la légitimité du régime capitaliste.

« Il est contradictoire que dans un pays de république et de suffrage universel, on puisse penser, « sous quelque forme que ce soit, à maintenir à l'usine « la monarchie absolue (2). »

« Ce que veulent les ouvriers de toutes les corporations, c'est que la République pénètre dans l'atelier, c'est que le patronat qui n'est pas de droit « divin, ne soit pas absolu. Il faut que l'absolutisme « patronal cesse comme a fini la monarchie absolue « et qu'il soit remplacé par un patronat constitutionnel comme la monarchie absolue a fait place à « la monarchie constitutionnelle (3). »

Il est un fait certain c'est que principalement depuis la guerre, on ne comprend plus le refus systématique que continuent à opposer les patrons à confier une part de direction à leurs ouvriers alors que, la part qu'ils conservent eux-mêmes étant toujours prépondérante, ils ne peuvent craindre la mainmise complète des salariés sur l'administration.

1. Daniel Laguerre, *Sociétés anonymes à participation ouvrière*, p. 73.

2. M. Millerand, Séance Chambre des députés, 2 mars 1920 (*J. O.*, page 405).

3. M. Nectoux, Ch. des députés, 4 février 1920 (*J. O.*, p. 293).

Et en admettant même cette mainmise de l'ouvrier sur l'administration, pense-t-on que cela n'irait pas tout aussi bien ?

« Les patrons disent : « Les ouvriers seront hostiles à l'accumulation des réserves et voudront « épuiser chaque année les bénéfices réalisés afin « que leur part soit plus considérable. En un mot, ils « ne sont pas mûrs pour les directions, pour les responsabilités .»

C'est là une objection qui n'est pas sérieuse. L'ouvrier connaît l'industrie. Les sociétés de secours mutuels sont en pleine prospérité. Il en est de même des sociétés coopératives de consommation qui au 1^{er} janvier 1914 étaient au nombre de 3.156, groupant 900.000 membres et qui avaient en 1913 un chiffre d'affaires dépassant 320 millions de francs.

En Angleterre les sociétés coopératives de consommation n'avaient-elles pas pour la même année un chiffre d'affaires de 2.970 millions de francs ? N'est ce pas dans ce pays que la Compagnie du Gaz du Sud de Londres, qui pourtant admet des mandataires des ouvriers au Conseil de Direction, non seulement répartit des dividendes énormes mais se trouve en telle prospérité qu'elle a pu abaisser le prix de vente du gaz ?

Une objection qui a été faite également à la loi du 26 avril 1917, consiste en ce fait que les ouvriers ne participent pas aux pertes. Mais, dans la participa-

tion aux bénéfices a-t-il jamais été question de faire subir les pertes aux ouvriers ? Non pas. Pourquoi veut-on qu'il en soit autrement à l'heure actuelle ? De plus, lors de la répartition des dividendes, on commence par opérer un prélèvement pour servir un intérêt aux actions de capital, chose parfaitement juste, puisque ces dernières ont été payées en argent. Mais une fois ce prélèvement effectué, s'il ne reste plus rien, les actions du travail ne recevront aucun dividende. Il y aura donc pour elles, comme pour les actions de capital, privation de revenu.

De même si, par suite de circonstances malheureuses ou d'une mauvaise gestion, la liquidation s'impose, au moment de la dissolution de la Société, le capital social, fût-il même peu considérable, on procédera d'abord à l'amortissement intégral des actions de capital. S'il y a donc un capital plus particulièrement atteint ce sera infailliblement le capital-travail, puisque bien souvent il ne recevra absolument rien.

Comme le fait remarquer fort justement M. Deloncle :

« Si l'affaire n'a pas donné les résultats attendus, « doit-on en rejeter la responsabilité sur le personnel ? Qui a fondé l'affaire ? Ce sont les capitalistes, « les inventeurs, les ingénieurs, qui en ont eu l'idée, « qui ont jeté les bases, qui se sont attaché ce personnel, qui ont eu la majorité dans le Conseil « d'Administration. Non pas le personnel, mais les

« actionnaires de capital ou leurs représentants au
« Conseil d'Administration. Rien ne les a empêchés,
« si l'affaire a eu des exercices avantageux, de cons-
« tituer des réserves, de procéder aux amortisse-
« ments. Il suffit que les statuts de la société anonyme
« aient pris, à cette égard, toutes les précautions
« nécessaires. Ils le peuvent actuellement. Ils le
« pourront de même quand la société sera à parti-
« cipation ouvrière. Et n'est-il pas évident que la
« constitution de ces réserves se fera à l'aide de pré-
« lèvements sur les bénéfices, diminuant aussi bien
« la part de dividende revenant aux actions de travail
« qu'aux actions de capital. »

Une autre objection a été faite par M. Charles Gide, qui a écrit que l'actionnariat ouvrier « semble devoir
« conduire logiquement à une tarification obligatoire
« du salaire ; c'est-à-dire à un minimum de salaire
« fixé par la Loi.

En effet, dit-il, si le salaire reste livré à la loi de
« l'offre et de la demande, il va nécessairement varier
« en sens inverse de la quotité allouée à l'ouvrier sous
« forme de participation. Dans les usines prospères,
« le salaire tombera à zéro ou même deviendra néga-
« tif, c'est-à-dire se transformera en versements à
« faire par l'ouvrier, comme pour les garçons de res-
« taurant dans les grandes villes de France (1). »

Cette observation est vraie dans une certaine

1. Ch. Gidé, *op. cit.*, p. 14.

mesure en ce sens que, dans une société pratiquant la participation, si au bout d'un certain nombre d'années les dividendes distribués aux ouvriers sont considérables, peut-être alors ce fait aura-t-il une répercussion sur le montant des salaires, mais malgré tout combien minime ! Au surplus, les syndicats de défense professionnelle auxquels sont affiliés de plus en plus nombreux les ouvriers de la grande industrie ne pourraient-ils pas intervenir pour empêcher un avilissement exagéré des salaires ? Les ouvriers auront également le droit d'entrée aux Assemblées Générales et au Conseil d'Administration. Pense-t-on réellement, que, s'il était question, sur le vu de gros bénéfices réalisés, de réduire le salaire, aucun mandataire des ouvriers ne se lèverait pour protester et croit-on que délibérément il serait passé outre ? Les ouvriers qui entrent pour la première fois dans une usine pratiquant la participation ouvrière voudront d'abord avoir leur existence assurée par un salaire journalier fixe. Ils n'accepteront jamais d'avoir à compter sur des résultats problématiques en fin d'année.

En admettant même l'influence possible que la distribution de gros dividendes puisse avoir sur le montant des salaires, en quoi les ouvriers se trouveront-ils lésés, puisque de toute façon leur salaire normal, augmenté de leur part dans les dividendes, sera supérieur au salaire qu'ils auraient touché dans une société ne pratiquant pas la participation ouvrière ?

CHAPITRE VI

Le problème juridique

Il convient maintenant d'examiner le caractère juridique des actions de travail.

Ces actions sont-elles des actions d'apport ou représentent-elles des avantages particuliers sujets à vérification ?

Elles ne constituent pas un avantage particulier au profit de certains actionnaires mais un avantage consenti à toute une catégorie d'actionnaires, avantage résultant du pacte social lui-même. Il n'y a pas plus lieu à vérification que quand l'on crée des actions de priorité, dont le porteur a cependant un avantage sur le porteur d'actions ordinaires.

Ce n'est pas non plus un apport, car le personnel qui fournira son travail sera rémunéré par le salaire qu'il touchera.

C'est une participation dans les bénéfices, analogue aux parts de fondateurs, avec cette différence que les porteurs d'actions de travail sont des actionnaires.

Comme les actions de capital doivent être remboursées avant tout paiement aux actions de travail, lors de la dissolution de la société, on peut assimiler les actions de travail à de véritables actions de jouissance. Les bénéficiaires de ces actions se trouvent dans la situation de l'associé qui fournit seulement son industrie et dont la part, à défaut de convention contraire, est déterminée par l'article 1833 du Code civil.

Mais la création de telles actions est-elle juridiquement possible ?

La controverse est d'un intérêt plutôt rétrospectif, puisqu'elle a pris fin par la volonté du législateur.

On a voulu voir dans ces actions de travail l'équivalent d'actions industrielles dont la validité est contestée. Mais si, sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867, les actions industrielles, destinées à rémunérer un concours d'intelligence, de relation, ou d'activité, qui peut d'un jour à l'autre manquer à la société, sont discutables, c'est que, d'après cette loi, le fonds social ne peut être constitué que par des apports réels ou un versement en numéraire. La loi du 26 avril 1917 déroge sur ce point à la loi de 1867. D'ailleurs l'attribution des actions de travail étant faite non à un ou plusieurs individus, mais à une collectivité qui se perpétuera pendant toute la durée de la société, celle-ci est assurée du concours, comme contre-partie des avantages qu'elle concède, en vue duquel elle a consenti l'abandon d'une partie du fonds social.

La Société coopérative de main-d'œuvre

Etant donné que les actions de travail ne sont pas la propriété individuelle du personnel, il fallait prévoir un organisme capable de recevoir et de gérer cette propriété collective.

Le législateur a décidé qu'il consisterait en une Société qu'il a dénommé « Société coopérative de main-d'œuvre ».

On a critiqué les expressions de la loi et on s'est demandé si le législateur n'avait pas commis une véritable erreur de droit par le renvoi qu'il avait fait à l'article 68 de la loi du 24 juillet 1867. N'y a-t-il pas là un malentendu ? On paraît croire que la Société coopérative de main-d'œuvre est créée par la loi du 26 avril 1917 et qu'il suffirait, dans un article des statuts de la société anonyme, d'organiser le fonctionnement de la coopérative de main-d'œuvre, comme on le fait pour les porteurs de parts de fondateurs. C'est une erreur ; le législateur en prévoyant que la Société anonyme à participation ouvrière mettra un certain nombre d'actions à la disposition de son personnel, a imposé à celui-ci l'obligation de créer un organe susceptible de les recevoir. C'est un peu la situation résultant de la loi de séparation, lorsque le législateur exigeait la création d'associations cultuelles

ayant une existence légale, auxquelles devait être faite la dévolution des biens ecclésiastiques.

Dans une Société à participation ouvrière, une Société coopérative de main-d'œuvre devra être constituée distinctement, dans la forme prévue par la loi du 24 juillet 1867.

Elle sera commerciale, puisque, d'après la loi du 1^{er} août 1893, toutes les sociétés constituées sous la forme anonyme sont commerciales.

Elle sera nécessairement à capital et personnel variables, puisque seuls en feront partie les salariés de l'usine exploitée par la Société à participation ouvrière.

Un capital devra être souscrit, divisé en actions d'au moins 25 francs, dont le dixième au moins sera versé. Il en résulte que, dans une Société à participation ouvrière, tout salarié devra nécessairement et obligatoirement être actionnaire de la Société de main-d'œuvre et souscrire un nombre d'actions correspondant au chiffre de son salaire.

Dans le cas où il refuserait d'adhérer à la Société coopérative de main-d'œuvre, il ne pourrait être admis à occuper aucun emploi dans l'usine.

Cela pourra créer une difficulté dans les grandes sociétés, la loi ne permettant pas de créer originairement les sociétés à capital et personnel variables à un capital supérieur à 200.000 francs, mais le législateur ne semble pas l'avoir aperçue.

La loi prévoit que les actions de travail sont incessibles et inaliénables. On a fait remarquer que les deux expressions étaient synonymes. Ce n'est pas exact. L'expression incessible interdit une vente résultant d'une cession volontaire, alors que le mot inaliénable interdit une aliénation, même par voie d'expropriation forcée.

On a fait observer aussi que la loi ne les avait pas déclarées insaisissables, mais le fait qu'elles sont inaliénables rendrait inopérante toute saisie. Les dividendes toutefois pourraient être saisis, si la Société coopérative de main-d'œuvre devenait débitrice, par exemple en cas de responsabilité encourue par elle du fait de fautes imputables à ses délégués dans le Conseil d'administration. En effet, la Société coopérative de main-d'œuvre est un être collectif, possédant un certain nombre d'actions de la Société et faisant partie des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration, au même titre qu'une société anonyme quelconque peut être appelée, ce qui n'est pas discuté, à être administrateur dans le Conseil d'Administration d'une autre société anonyme. Les actions incessibles et insaisissables appartenant à la Société coopérative de main-d'œuvre serviront de garantie à la gestion des administrateurs, ses mandataires, sans qu'il soit nécessaire de leur faire posséder, en leur nom personnel, des actions, comme on l'a cru parfois, mais à tort.

*
* *

Si l'on avait considéré toutefois la Société coopérative de main-d'œuvre comme un être collectif unique représentant une personne dans l'assemblée et une personne dans le Conseil d'Administration, elle n'aurait pas eu, dans la gestion de la Société à participation ouvrière, le rôle et l'influence que sa part dans le Capital devait normalement lui conférer.

C'est pourquoi le législateur a organisé un système spécial de représentation prévu par l'article 76 de la loi du 24 juillet 1867, complétée par celle du 26 avril 1917.

« Les participants à la Société coopérative de main-
« d'œuvre sont représentés aux Assemblées Géné-
« rales par des mandataires élus par ces participants,
« chacun de ceux-ci disposant pour cette élection
« d'autant de voix que son salaire annuel, établi sur
« comptes arrêtés quinze jours avant l'Assemblée
« Générale, comprend de fois le chiffre du salaire le
« plus faible attribué par la Société aux salariés âgés
« de plus de vingt et un ans. Ces élections ne sont
« valables que si les deux tiers des participants au
« moins ont assisté à la réunion où il y a été procédé.
« Les mandataires élus doivent être choisis parmi
« les participants. Leur nombre est fixé par les sta-
« tuts de la Société anonyme.

« Le nombre des voix dont disposent ces mandataires à chaque assemblée générale est, au nombre des voix attribuées au capital qui y est représenté, dans la même proportion que le nombre des actions de travail est à celui des actions de capital. Il est déterminé, au début de chaque assemblée, d'après les indications de la feuille de présence.

« Les mandataires présents partagent également entre eux les voix qui leur sont ainsi attribuées, les plus âgés bénéficiant des voix restantes . »

Il résulte de ces dispositions que, dans les Assemblées Générales, les représentants de la Société coopérative de main-d'œuvre auront un nombre de voix proportionnel à la part que les statuts auront reconnue au Travail, en balance avec celle réservée au Capital. Il n'est donc pas à craindre que les travailleurs acquièrent, par surprise, et parce ce que les actionnaires capitalistes auraient négligé de se faire représenter à l'Assemblée, une part prépondérante.

D'après cet article, l'élection des mandataires de la Société coopérative de main-d'œuvre n'est valable que si les deux tiers des participants au moins ont pris part à la réunion où il y a été procédé.

Il peut bien arriver que, par indifférence ou peut-être pour obéir à une suggestion d'un syndicat, les participants s'abstiennent délibérément de désigner des mandataires. La Société à participation ouvrière sera-t-elle alors obligée de conserver la constitution

qu'elle se sera donnée et de faire le bonheur des travailleurs malgré eux ? Il semble bien que les statuts devraient combler une lacune de la Loi et prévoir qu'au cas où la Société coopérative de main-d'œuvre se serait abstenue, pendant deux exercices consécutifs, de désigner des mandataires pour la représenter à l'assemblée générale, la Société à participation ouvrière deviendrait une société anonyme pure et simple, les actions de travail se trouvant annulées de plein droit. En effet, la dissolution de la Société anonyme à participation ouvrière amène la dissolution de la Coopérative de main-d'œuvre, mais l'inverse ne doit pas être vrai et il ne faut pas qu'une entreprise industrielle puisse être soumise au caprice du personnel qui ne s'entendrait pas pour faire fonctionner la Copérative de main-d'œuvre, qui se trouverait dissoute soit de fait, soit par décision de ses actionnaires.

Il est prévu dans ce même article 76 qu'en cas d'action judiciaire les mandataires élus à l'Assemblée générale désignent un ou plusieurs d'entre eux pour représenter les participants et on en a conclu que la Société coopérative de main-d'œuvre serait représentée en justice non par son Conseil d'administration, mais par ses mandataires (1).

Ceux qui ont fait cette objection n'ont pas pris

1. Houpin et Boisvieux, *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations*.

garde qu'il ne s'agit pas d'une représentation en justice de la Société coopérative de main-d'œuvre qui ne peut pas être représentée autrement que par son Conseil d'administration. Le législateur envisage une action judiciaire intéressant la Société à participation ouvrière. Il est indiqué dans presque tous les statuts de société, anonyme, qu'en cas d'action judiciaire touchant l'intérêt collectif de la société, l'assemblée générale doit être consultée et qu'elle désigne un ou plusieurs actionnaires chargés de suivre le procès avec le Conseil d'administration. C'est évidemment à cette hypothèse que le législateur s'est référé en indiquant comment les participants de la Société coopérative de main-d'œuvre seraient représentés en pareil cas.

En somme, le législateur paraît avoir prévu avec beaucoup de sagesse et un grand sens pratique, le fonctionnement de ces sociétés.

CONCLUSION

Arrivé au terme de notre étude, nous devons nous demander si la loi du 26 avril 1917 a donné les résultats qu'en attendaient ses promoteurs.

Les espoirs qu'elle avait fait naître lors de sa promulgation étaient considérables :

Son rapporteur, M. Charles Deloncle, ne disait-il pas :

« A ceux qui redoutent l'ingérence, même très
« réduite, du personnel dans la conduite des entre-
« prises, nous répondrons que, quant à nous, nous
« avons pleine confiance dans le bon sens, dans l'es-
« prit pratique de la classe ouvrière. Ne savons-nous
« pas avec quel zèle, quel esprit avisé, quels soins et
« quelle méthode, dans les coopératives et les socié-
« tés de secours mutuels, par exemple, constituées
« entre employés, ouvriers, modestes artisans, les
« administrateurs de ces sociétés gèrent les inté-
« rêts qui leur sont confiés? Nous estimons donc,
« comme nous l'avons déjà expliqué, que lorsque
« nous intéresserons les employés, les ouvriers au

« succès d'une industrie, qu'on les fera participer
« effectivement à la gestion de l'entreprise et qu'ils
« auront un intérêt certain à l'accroissement des
« bénéfices, et partant de la prospérité de la mai-
« son, puisqu'ils toucheront, en principe, chaque
« année, des sommes d'autant plus élevées que les
« bénéfices seront plus grands, qu'ils auront, en
« résumé, un intérêt économique à défendre et à
« servir, une nouvelle conscience naîtra en eux,
« effaçant de plus en plus la conscience de classe ; et
« nous estimons que ce ne sont pas seulement les
« rapports entre ouvriers et employés, d'une part,
« et patrons de l'autre, qui y gagneront, mais certai-
« nement le développement des entreprises indus-
« trielles et commerciales. »

Il avait semblé que cette loi serait accueillie avec faveur dans le monde ouvrier. Les travailleurs du Gaz n'avaient-ils pas voté, le 3 novembre 1908, l'ordre du jour suivant :

« Profitant des déclarations faites par plusieurs
« membres du gouvernement en faveur de la parti-
« cipation ouvrière dans le domaine industriel,

« Décident de prendre, dès à présent, leurs dispo-
« sitions pour obtenir la substitution du rôle actuel
« du personnel de salariés passifs, par une partici-
« pation active de collaborateurs dans l'exploitation
« municipale du gaz ».

Les promoteurs de la loi semblaient donc fondés

à croire au succès d'une œuvre à laquelle des hommes d'Etat éminents : MM. René Goblet, Briand, Viviani, Millerand, Ribot, s'étaient intéressés. Cet espoir de conciliation, M. Clemenceau s'en faisait encore l'écho, lorsqu'il s'exprimait ainsi dans son discours de Strasbourg :

« L'intérêt de la production veut que non seule-
« ment le travail puisse faire entendre ses avis, mais
« qu'il se sente réellement partie prenante au succès
« de l'entreprise par l'attribution d'une part de pro-
« priété ».

Cependant, près de cinq ans après la promulgation de la loi, une demi-douzaine de sociétés à peine se sont créées ou transformées sur les bases prévues par la loi de 1917. Devons-nous conclure à sa faillite ?

La Confédération Générale du Travail consultée est d'avis que cette loi n'intéresse pas l'ouvrier.

Quant aux patrons, ils semblent l'ignorer.

Faudra-t-il donc en arriver à la contrainte ? M. Gide s'y résout :

« La question se pose, dit-il, de savoir si un mode
« d'association coercitif, ou tout au moins automa-
« tique est bien désirable et s'il donnera les fruits
« qu'on en attend. C'est une question très angois-
« sante. Je crois cependant qu'il faut répondre affir-
« mativement, mais, en acceptant cette solution
« plutôt comme un pis aller. Ce qui nous y déter-

« mine c'est la pensée qu'il peut y avoir dans cette
« méthode quelque vertu éducatrice. Etant donnée
« la force d'inertie naturelle aux hommes, un méca-
« nisme qui surmonte cette inertie peut avoir du
« bon. Il se peut que l'ouvrier qui ne se souciait pas
« de devenir associé, du jour où il le sera devenu à
« son insu ou même malgré lui, fasse un aussi bon
« associé qu'un autre (1). »

Il semble bien que, à défaut d'entente amiable entre patrons et ouvriers on s'achemine à une organisation nouvelle, à laquelle le législateur imposera une collaboration que les parties n'auront pas acceptée de leur plein gré. Cette intervention de l'Etat semble pouvoir se justifier assez facilement pour toutes les entreprises qui lui doivent en partie leur prospérité : concessions minières, de forces hydrauliques, chemins de fer, concessions des départements ou des communes, tramways, éclairage, soumissions de travaux publics et de marchés, etc...

M. le Trocquer, ministre des Travaux publics, a déposé devant les Chambres le 18 mai 1920 un projet de loi relatif au nouveau régime des chemins de fer qui vient d'être adopté par le Parlement où est envisagée la participation des salariés à l'administration et aux bénéfices et il le résume ainsi :

« Associer le personnel à l'œuvre commune, en
« faisant entrer dans le Conseil supérieur un certain

1. Gide, *op. cit.*, p. 20.

« nombre de représentants de ce personnel, l'intéresser au développement du trafic et à la bonne exploitation en lui accordant les deux tiers de la prime de rendement et d'économie, telles sont les directives du projet. »

Le 29 mai 1920, M. Loucheur, que l'on ne peut suspecter d'être un révolutionnaire, et quelques-uns de ses collègues, déposaient également sur le bureau de la Chambre, un projet de loi sur la réorganisation des chemins de fer.

L'exploitation des réseaux serait assurée par une compagnie fermière, société anonyme à participation ouvrière. Le capital prévu était de 500 millions, divisé en 1 million d'actions de 500 francs chacune. En plus, il serait créé 250.000 actions de travail.

Les bénéfices revenant aux actions de travail serviraient pour moitié à l'acquisition d'action, de capital créées en augmentation du capital primitif et ce jusqu'à concurrence de 100 millions ; l'autre moitié à l'amélioration des retraites du personnel. Ensuite tous les bénéfices serviraient à l'amélioration des retraites.

Le Conseil d'Administration serait composé de 30 membres dont 6 représentant des salariés.

En Angleterre, une grève des mineurs surgit dans les premiers mois de 1921 et dura de nombreuses semaines. Tout dernièrement, sous l'auspice du premier ministre Llyod George, la grève cessa par un

accord entre patrons et ouvriers, qui établit une véritable collaboration entre les ouvriers et leurs employeurs. La proportion déterminée de la part de chacun d'eux fut établie comme suit : 87 o/o des bénéfices au travail, 13 o/o au Capital.

En Allemagne, la nouvelle constitution reconnaît aux employés et ouvriers le droit de « collaboration avec les patrons, sur la base de l'égalité, à l'établissement des conditions de travail et de salaires, ainsi qu'à l'ensemble du développement économique des forces de production. »

Elle institue des Conseils d'ouvriers avec des conseils de district et un Conseil Central « pour la défense des intérêts économiques et sociaux des travailleurs » ; elle confère à ces conseils le droit de collaborer avec les autres groupements économiques.

En Autriche, une loi votée par l'Assemblée Nationale en avril 1919, institue, dans tous les établissements industriels et commerciaux, des conseils d'ouvriers qui ont des pouvoirs très étendus. Les conseils ne se bornent pas à contrôler l'exécution des contrats collectifs de travail et des lois de protection et d'assurance ouvrière, à collaborer, avec droit de vote, à l'établissement des règlements d'atelier, à négocier, avec les chefs d'entreprise, des accords sur les salaires aux pièces, à participer à l'administration des institutions de prévoyance, etc...

Ils ont, de plus, le droit de consulter les listes de salaires et de contrôler le paiement des salaires ; ils ont le droit d'attaquer le renvoi d'un ouvrier comme une mesure dirigée contre son activité politique ou économique et de faire appel à l'arbitrage d'un bureau de conciliation, qui peut annuler le renvoi, s'il reconnaît les griefs invoqués comme fondés ; ils peuvent inviter le chef d'entreprise à avoir avec eux, une fois par mois, une conférence, en vue de rechercher les améliorations possibles dans le fonctionnement de l'entreprise et d'examiner les principes généraux de la gestion ; ils peuvent, dans les entreprises commerciales occupant au moins trente employés et dans toutes les entreprises industrielles, réclamer, chaque année, à partir de 1920, la présentation du bilan de l'exercice écoulé et de la statistique des salaires ; dans les entreprises qui ont la forme d'une société par actions, ils désignent deux membres du Conseil d'Administration qui ont les mêmes droits et devoirs que les autres membres, sauf qu'ils ne peuvent pas être administrateurs délégués (1).

En Italie, tout récemment, un mouvement violent s'est dessiné dans le but de faire obtenir, par la force, ce que les ouvriers ne peuvent obtenir par la persuasion.

Installés dans les usines, d'où ils avaient délogé

1. Korrespondenzblatt der General Kommission der Gewerkschaften Deutschland, 7 juin 1919.

les patrons, soutenus, par ailleurs, par l'opinion publique, les salariés obtinrent satisfaction dans une certaine mesure.

Le gouvernement italien, sous la haute autorité du premier ministre, M. Giolitti, proposa entre les deux tendances opposées cette formule conciliatrice :

« Puisque la C. G. T. demande que les rapports
« entre patrons et ouvriers soient modifiés de façon
« que ces derniers puissent exercer un contrôle sur
« les industries; puisque la C. G. T. a motivé cette
« demande par l'affirmation que, par ce contrôle,
« elle entend arriver à améliorer les rapports disci-
« plinaires entre patrons et ouvriers et à augmenter
« la production, à laquelle la reprise de la vie éco-
« nomique du pays est subordonnée, puisque la Con-
« fédération Générale de l'Industrie ne s'oppose pas
« à l'exercice de l'introduction du contrôle par caté-
« gorie d'industries dans le but susdit :

« Le Président du Conseil prend acte de cet accord
« et décrète :

« Une Commission paritaire est constituée... Elle
« formulera des propositions pouvant servir au Gou-
« vernement pour la présentation du projet de loi
« organisant les industries sur la base de l'inter-
« vention des ouvriers au contrôle technique et
« financier et à l'administration de l'industrie. »

La question de l'actionnariat ouvrier et de la participation du personnel aux bénéfices n'a pas encore

été résolue législativement en Italie. Au mois de mars 1921, au conseil supérieur du travail d'Italie, un député, M. Gouchi, secrétaire général de l'organisation centrale catholique ouvrière (*Confederazione italiana dei lavoratori*) a soutenu la nécessité de compléter le contrôle ouvrier de la production, établi dans un certain nombre d'usine, à la suite du décret précité, en instituant la participation aux bénéfices et l'actionnariat ouvrier. Mais rien n'a été décidé à cet égard.

Bien plus, les représentants des industriels, par l'organe du député Olivetti, ont répudié le principe du contrôle ouvrier comme contraire aux nécessités collectives et individuelles de la production et ont prétendu revenir sur l'adhésion qu'ils avaient donné en septembre 1920 à l'établissement du contrôle ouvrier.

Ces questions en Italie sont en pleine évolution ; une violente réaction du sentiment national d'une part et des milieux industriels et bourgeois d'autre part s'y est déclarée contre le socialisme, le contrôle et l'actionnariat ouvrier. Les événements sont si confus et se succèdent si rapidement qu'il est impossible à l'heure actuelle d'en dégager une conclusion quelconque.

En France, l'âge d'or entrevu par M. Deloncle à la fin de son rapport n'est pas encore venu.

« Au lendemain du jour où toutes les classes de la

« Société ont oublié leurs anciennes divisions et se
« sont rapprochées et unies dans les tranchées pour
« la défense et le triomphe de la nation, il faut que,
« brisant les anciens et faux préjugés, employeurs
« et salariés se rapprochent et s'unissent dans un
« geste non moins grand pour assurer demain la
« victoire économique de la France. »

Verrons-nous, sourds à ces sages conseils, les industriels réaliser ce que prévoyait M. Gide en 1910 :

« Les patrons sont loin d'avoir brûlé leurs der-
« nières cartouches, leur force de résistance est
« beaucoup plus grande qu'on ne le croit et ils
« commencent à peine à l'organiser, en France sur-
« tout (1) ».

Que la leçon de leurs collègues d'Italie ne soit pas perdue.

Désunis, sans liens avec leur personnel, ceux-ci, après s'être enrichis par la guerre, se voient menacés des pires catastrophes. Ils n'auraient pas dû oublier que, dans leur pays, la Roche Tarpéienne est près du Capitole !

Ce serait une grande faute d'attendre qu'un mouvement populaire ou qu'une nouvelle orientation de la politique impose des concessions, dont il sera alors difficile de mesurer l'étendue. C'est dans le calme que les réformes durables doivent être accomplies, par l'effet d'une bonne volonté réciproque.

1. Gide, *op. cit.*, p. 12.

Inspirons-nous pour cela du conseil que nous donne M. Millerand dans son message présidentiel :

« Travaillons, chacun à notre place, à introduire,
« chaque jour, dans la loi écrite, comme dans ses
« applications quotidiennes, plus de justice, d'hu-
« manité et de bonté. »

Vu : le Président de la thèse,

CH. RIST

Vu : Le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris

P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

Antonelli (Etienne). — Les Actions de travail dans les Sociétés anonymes à participation ouvrière (Alcan, 1912).

Gide (Charles). — L'Actionnariat Ouvrier (les modes d'entente entre le Capital et le Travail). Larose et Tenin, 1910.

Granier (Jean). — Les Actions de Travail (Larose et Tenin, 1916).

Rapports de M^{rs} Charles Deloncle, sénateur, et Louis Deschamps, député, sur la proposition de loi relative aux sociétés par action, à participation ouvrière (Journal officiel).

Mouret (Henri). — Sociétés anonymes à participation ouvrière et actions de travail. Librairie Générale de droit et de jurisprudence, 1919.

Laguerre (Daniel). — Sociétés anonymes à participation ouvrière, Jouve et Cie, 1920.

Korrespondenzblatt des General Kommission des Gewerkschaften Deutschland, 7 juin 1919.

Deloncle (Ch.). — Vers les Temps Nouveaux (Perrin, 1921).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	5
CHAPITRE I. — Conciliation des intérêts opposés du Capital et du Travail.....	13
CHAPITRE II. — La participation aux bénéfices.....	22
CHAPITRE III. — L'actionnariat ouvrier.....	31
CHAPITRE IV. — Le problème social.....	44
CHAPITRE V. — L'actionnariat ouvrier, d'après la Loi du 26 avril 1917.....	54
CHAPITRE VI. — Le problème juridique.....	69
La Société coopérative de main-d'œuvre.....	71
CONCLUSION.....	79

